Sampiero Porri (1857-1926) journaliste politique : le parcours atypique d'un « vrai républicain »

Francis Pomponi et Jean-Jacques Usciati

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/8342>

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2016

Pagination : 133-165

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Francis Pomponi et Jean-Jacques Usciati, « Sampiero Porri (1857-1926) journaliste politique : le parcours atypique d'un « vrai républicain » », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 92 | 2016, mis en ligne le 15 décembre 2016, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/8342>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Sampiero Porri (1857-1926) journaliste politique : le parcours atypique d'un « vrai républicain »

Francis Pomponi et Jean-Jacques Usciati

- 1 Dans le cadre d'une étude monographique sur Bastelica¹, nous avons rencontré Sampiero Porri comme conseiller général du canton et avons déjà perçu qu'il gagnerait à être mieux connu. Nous avons poursuivi depuis nos investigations sur cette personnalité atypique qui, durant plusieurs décennies, plus précisément du début des années 1880 jusqu'à la veille de la guerre de 1914, occupe une place importante dans la vie politique de la Corse durant la III^e République. Le programme de recherche dirigé par le professeur Jean-Paul Pellegrinetti² nous fournit l'opportunité de consacrer cette étude non pas à l' élu local qui a rempli deux mandats successifs comme conseiller général, sans avoir jamais brigué de mandat national, mais à l'homme influent, à l'infatigable journaliste qui, plongé dans l'arène politique a été de tous les combats, redoutable bretteur bousculant sans ménagement les conformismes et les certitudes de son temps. Avocat de profession, ce fut un homme de plume par vocation, fondateur, propriétaire, rédacteur en chef ou simple pigiste de nombreux journaux dont *Le Pileri* et *Le Sampiero*, ceux où il a le plus imprimé sa marque. En cela, il est représentatif de cette presse qui s'anime, se passionne et se déchire au cours d'une III^e République riche en incidents, événements et rebondissements à l'échelle locale et nationale, les deux dimensions étant d'ailleurs étroitement imbriquées. Il est à cet égard dans la lignée d'un Jean de la Rocca qui œuvra en Corse sous le second Empire au service du régime, tout comme lui-même s'est donné à la République, *Le Pileri de la Corse*, *Le Sampiero*, *Le Travail*, *La République*, *L'Union républicaine*, *La Bataille*, *Le Radical*, *Le Colombo* etc. permettent de suivre – non sans difficultés – son parcours politico-journalistique.
- 2 Républicain impénitent, homme de conviction plus que d'appareil, sachant surmonter les clivages partisans, n'hésitant pas à se remettre en question sans pour autant vouloir s'adapter aux circonstances, Sampiero Porri a toujours gardé son indépendance de jugement. Plus sensible aux idées qu'aux hommes, il n'a mis son talent au service de

personne, à la différence de nombre de ses confrères qui dépendaient étroitement de leurs directeurs politiques, chefs de parti ou de clan, bonapartistes ou républicains qui donnaient le ton à des feuilles servant leurs engagements et leurs ambitions.

- 3 Sampiero Porri, témoin de son temps, joue un rôle d'intercesseur à la croisée de divers chemins. Il permet de jeter une lumière nouvelle sur des schémas préétablis et d'ouvrir de nouvelles pistes concernant la vie politique de la période où, tout en occupant une place « seconde »³, il était en contact avec les « grands » du moment, chefs de partis et principaux « représentants du peuple » tels que les Pietri, les Gavini, les Abbatucci « à droite » ou les Arène, les Casabianca, les Giacobbi « à gauche », entretenant avec eux des rapports qui ne relèvent jamais de la flagornerie et qui sont le plus souvent orageux. Journaliste de renom et redouté, il avait ses entrées dans les milieux de l'*alta politica*. Son aura, ses relations ou la crainte qu'il suscitait, lui permirent parfois de jouer un rôle de passerelle entre les deux bords, comme ce fut le cas lors du « pacte de Vichy » en 1892, mais il garda toujours une forte personnalité et se comporta le plus souvent en électron libre.

Sampiero Porri

Coll. famille Porri

Des origines aux premières armes dans le journalisme politique (1857-1885)

Héritage familial et formation intellectuelle

- 4 Sampiero, « le bien nommé », descendait par son père⁴ d'une ancienne et honorable famille de *principali* de Bastelica, les Porri, mais son père, tout en gardant son statut et

ses intérêts de propriétaire foncier attaché à son terroir d'origine, fut appelé à connaître, dans l'exercice de ses fonctions de commissaire de police, une mobilité à l'échelle de la Corse, d'Ajaccio à Bastia en passant par Bonifacio. Sampiero en hérita un réseau de parents et de connaissances qui accompagna son parcours de journaliste et son métier d'avocat exercé successivement à Sartène, à Bastia puis à Ajaccio. C'est dans cette dernière ville proche du berceau familial qu'il s'établit définitivement en 1892 alors qu'il avait déjà acquis une certaine notoriété. Héritage qu'on aurait pu penser idéologiquement marqué par l'empreinte bonapartiste des Pietri, des Abbatucci et des Gavini avec lesquels des liens de parenté ou de parrainage sont attestés alors que son père exerçait ses fonctions à Bonifacio où il épousa une fille de « bonne famille » bien introduite dans l'entourage corse de Napoléon III et auprès des élites locales qui soutenaient le régime. En réalité c'est dans la lignée paternelle qu'il convient de chercher l'origine du pourfendeur qu'il fut, rétrospectivement, de « la tyrannie » du Second Empire et de son adhésion à l'« idée républicaine » dès son adolescence. Les Porri de Bastelica étaient proches des Costa dont les célèbres frères Nunziu et Francesco Maria furent les compagnons fidèles de Bonaparte, adversaires déterminés aussi bien des paolistes que du « parti anglais » sous la Révolution⁵ et qui continuèrent à fronder contre les Bourbons sous les monarchies constitutionnelles⁶. On retrouve alors à Bastelica les membres de cette faction s'opposant au contre-parti « réactionnaire » local et animant des ventes de *carbonari*. Ils sont favorables à la révolution de Juillet et, réhabilités au début du règne de Louis-Philippe, ils demeurent fidèles à la ligne libéralo-bonapartiste qui se teinta progressivement de républicanisme à l'approche de la révolution de 1848. Dès lors la famille est ancrée « à gauche » sur l'échiquier politique insulaire mais, à l'inverse des Pietri et des Gavini, républicains comme eux en 1848, ils ne se sont pas vraiment ralliés à Napoléon III. Le seul fil ténu qui a pu relier Sampiero Porri à ces deux dernières « grandes familles » tient au fait que, sous l'Empire, par rapport aux représentants officiels du régime, les Abbatucci ou les Mariani, elles représentaient l'aile gauche du bonapartisme⁷. Sampiero Porri reprochera aux Gavini de faire figure de renégats alors qu'il éprouvera quelque indulgence à l'égard des Pietri qui ont mis en selle dès l'Empire, comme candidat de l'opposition, leur neveu Alexandre Bartoli, également apparenté aux Porri et qui deviendra en 1876 le premier député républicain de Corse⁸. On doit faire état ici de positionnements politiques tout en nuances.

- 5 Mais, c'est plus probablement à sa propre formation et à son expérience de jeunesse qu'à son héritage familial que Sampiero Porri doit cette marque précoce et indélébile d'adhésion à l'idéologie républicaine. À l'origine, le traditionnel cursus juridique « qui mène à gauche », une licence en droit, tout comme Emmanuel Arène, son contemporain et, avant lui, Joseph Limperani ou mieux, son parent Pierre-Marie Pietri, avocat devenu sous Louis-Philippe secrétaire particulier d'André Crémieux, membre de la Société des Droits de l'Homme et de sociétés secrètes, puis commissaire de la République en 1848 et enfin préfet de police sous l'Empire. Gage d'une orientation « à gauche » à l'époque, son cursus universitaire juridique est complété par l'acquisition d'une solide formation littéraire d'autodidacte, puisant dans les grands auteurs de l'Antiquité, dans la culture classique française et l'histoire de France. Celle des rois mais aussi de la Révolution, et, tout autant dans les « saintes écritures », comme l'attestent nombre de ses articles et éditoriaux truffés de citations érudites. Rien ou peu d'inspiration italienne dans cette culture livresque qui imprègne de plus en plus « entre Empire et République » une

nouvelle génération intellectuellement francisée qui vit au rythme des pulsations nationales.

- 6 Après des études secondaires au collège Fesch d'Ajaccio jusqu'à la classe de rhétorique, c'est à Montpellier, dans le milieu étudiantin que, durant les dernières années 1870, Sampiero Porri fait vraiment l'apprentissage de l'idée républicaine qui le subjugué dans ses formes les plus radicales et les plus en rupture avec le Second Empire. Admirateur de la Révolution, il se sent plus proche de Robespierre que de Danton et de la constitution de l'an II plutôt que des actes fondateurs de la III^e République qu'il juge trop « bourgeois » et, au dire de J.-D. Pinelli, son fidèle disciple qui prononcera son oraison funèbre, il aurait été alors marqué par des idées sociales « avancées ». On pourra relever plus tard cette dernière empreinte dans les textes de Porri à divers moments de son engagement politique, notamment au cours de la première décennie du xx^e siècle où s'ouvre en Corse une lucarne sur le monde ouvrier local. Mais, son « maître », comme il le dira lui-même en s'adressant à lui en ces termes en 1886, a été le célèbre pamphlétaire républicain Henri Rochefort, rédacteur en chef de l'iconoclaste *Lanterne* sous le Second Empire et qui animait la feuille *L'Intransigeant* durant les premières années de la III^e République. C'est en se pénétrant de sa prose virulente que Sampiero Porri s'imprégnera de ce style enflammé et polémique qui marquera sa production folliculaire.

Le choc de l'affaire Saint-Elme (1883-1884)

- 7 Rentré en Corse autour de 1880 à l'âge de 20-25 ans, il s'inscrit au barreau de Sartène où le contact avec une société très clivée entre *Sgio* et *Pastori* qui s'affrontent sur le terrain social lui offre un premier exemple de conflictualité entre droite et gauche et Porri s'engage dans le parti des faibles et des exploités, celui dirigé localement par son proche parent le député Alexandre Bartoli, neveu de Pierre-Marie Pietri. C'est une première expérience politico-sociale qui consacre sa vocation d'homme de gauche, mais son choix est fait : il ne s'engagera pas dans une carrière politique et se consacrera au journalisme de combat au service de ses convictions républicaines. Les temps s'y prêtent en ces années où l'héritage des quarante-huitards insulaires est encore vivant et illustré par les Tomasi, Borghetti, Padovani, Savelli, Patrice de Corsi et autres, toujours présents sur la scène publique bien que certains aient pris du champ par rapport au programme de Belleville depuis le triomphe de la République. Sous le magistère de Gambetta et, localement, avec le ralliement de Pierre-Paul de Casabianca et les succès d'Emmanuel Arène qui décroche son premier mandat national en 1878, la tendance modérée, celle des opportunistes, tend à phagocyter les autres formes de sensibilité républicaine et il n'est pas facile pour le jeune Sampiero Porri de ne pas passer sous les fourches caudines d'un « système » verrouillé qui se met en place et qui fait déjà scandale en 1883-1884 avec l'affaire Saint-Elme.
- 8 Rappelons brièvement à ce propos qu'il s'agit d'un journaliste venu du continent, de son vrai nom Émile Dosquet, propriétaire fondateur d'un journal de combat, *Le Sampiero*, du nom du héros bastelicaïs dont le prénom de Porri est l'éponyme sans qu'un rapport ait pu clairement être établi entre les deux et qu'on puisse dire que c'est ce dernier qui a inspiré le titre de ce périodique ou qui a été à l'origine de la venue en Corse de ce journaliste. Saint-Elme n'avait pas hésité à porter le fer, à armes inégales, contre l'emprise locale des « opportunistes » fondée sur l'union partisane entre le

préfet Trémontels et la « triade capitoline » des grands élus insulaires, les sénateurs Pierre Paul de Casabianca et Nicolas Peraldi ainsi que le député Emmanuel Arène, qualifiés de gambettistes ou de ferrystes. Cette faction au pouvoir reproduisait sous la République l'esprit de parti et le favoritisme que les Sebastiani, et principalement Horace, faisaient régner sous la monarchie de Juillet et elle grignota peu à peu les dernières parcelles de pouvoir des bonapartistes⁹.

- 9 La lumière n'a jamais pleinement été faite sur l'affaire Saint-Elme mais on sait de manière bien établie que le malheureux journaliste a été brutalement contrarié dans son projet : affiches de lancement de son journal lacérées, impossibilité de trouver un imprimeur sur place, intimidations, menaces et finalement bastonnades organisées par des argousins municipaux (Peraldi était alors maire d'Ajaccio) et préfectoraux, une première fois en août 1883 et une seconde en janvier suivant, semonce plus sévère de la part de ceux qu'on appellera plus tard des nervis électoraux commandités par les *capizzoni* locaux, sans que jamais la preuve n'ait pu être établie. Le malheur a été pour Saint-Elme que, condamné à cinq mois de prison ferme pour outrage au préfet Trémontels, il était en train de purger une première peine lorsque son procès se tint à Ajaccio alors qu'il n'était pas remis de la dernière agression qu'il avait subie. Il n'y survécut pas et décéda avant même d'avoir été jugé. L'affaire fit grand bruit en Corse et à Paris où la presse nationale hostile au gouvernement s'en saisit pour mettre en cause la majorité républicaine et dénoncer publiquement la chape de plomb politique imposée à la Corse par le parti au pouvoir qui bénéficiait des complaisances de l'administration. Ernest Judet, rédacteur du journal *La France*, dressa un réquisitoire implacable contre « les assassins » de Saint-Elme¹⁰ ; *Le Figaro*, *La Paix* et d'autres organes de presse s'en mêlèrent et les bonapartistes insulaires en firent leur cheval de bataille contre leurs adversaires. Les radicaux, à Paris et en Corse même, s'emparèrent également de l'affaire pour condamner ce dévoiement des pratiques républicaines, mêlant leurs voix à celles des bonapartistes, avec le renfort des députés intransigeants Laisant et Laguerre venus en Corse, comme en tournée électorale, faire campagne contre les vilenies des opportunistes. L'acmé du scandale se situe lors de l'interpellation qui eut lieu à la Chambre où le principal accusateur, le radical Andrieux, dut faire face aux reproches que lui adressa le ministre de l'Intérieur, Waldeck Rousseau, d'avoir réalisé une collusion avec la réaction contre la majorité gouvernementale. On ne connaît pas exactement le rôle joué alors par Sampiero Porri sinon qu'il se montra très proche de Laisant et de Laguerre comme il l'avait été d'Émile Dosquet. Mais, au vu des articles parus plus tard sur le *Sampiero* (nom repris par Porri du journal de Saint-Elme) et de ceux du *Pilori* qu'il consacra plus tard à l'affaire, on peut aisément déduire qu'il en a été vivement affecté au moment même des faits, sans qu'il ait été à la pointe du mouvement de réaction suscité alors. Nous y reviendrons, mais retenons ici que ce fut un jalon important dans son engagement de républicain intransigeant, une référence à laquelle il se reportera souvent pour stigmatiser « les faux républicains ».

Les élections de 1885/1886

- 10 Elles sont importantes à l'échelle nationale et à celle de la Corse où elles consacrent la victoire des républicains sur « les forces de la réaction », comme on disait déjà alors, et marquent également un tournant décisif dans le parcours politico-journalistique de Sampiero Porri. C'est pour lui le moment d'un choix qui, certes n'est pas définitif mais

qui est révélateur du dilemme qu'il ne parviendra à résoudre définitivement entre la prise en compte de la progressive avancée des positions républicaines et la conviction que cela devrait se faire clairement, sans compromission ni faiblesse par rapport aux principes d'un radicalisme héritier des préceptes fondateurs de Ledru Rollin et du programme de Belleville. Quelle République pour la Corse ? Opportuniste ou radicale ?

- 11 Porri, nous l'avons dit, est entré en politique sur des bases très exigeantes mais, homme de terrain, sensible au rapport de forces, il consent dans un premier temps à « composer » et à ne pas apparaître, comme ce sera le cas plus tard, sous le jour de « l'enfant terrible de la République », ce qu'il porte déjà au plus profond de lui-même. Il suit de près la campagne électorale et s'investit un temps comme rédacteur en chef du très modéré journal *La Solidarité* qui « roule » pour les leaders du mouvement. Battus par les « conservateurs » au scrutin de 1885, les républicains sont remis en selle par l'invalidation de leurs adversaires tandis que les nouvelles élections sont prévues pour le mois de février 1886. Jusqu'à cette date, les prises de position de Sampiero Porri sous forme d'éditoriaux ou de simples contributions dans *La Revanche* et dans *La Solidarité*¹¹, feuilles de la « majorité départementale », sont tout à fait dans la ligne du parti. Porri maîtrise ses pulsions anti-opportunistes aiguës au moment de l'affaire Saint-Elme et se dit prêt à jouer le jeu de la « concentration », entendons la fusion des deux listes, radicale et opportuniste, dans l'espoir que la victoire sera salutaire et que cette union contribuera à délivrer la Corse du clanisme, de la coterie et de la camarilla qui ont pour effet d'entacher le « vrai régime républicain ». Pour lui – et c'est là une attitude qu'il réitérera de manière récurrente – s'il y a danger de voir triompher l'opposition, les bonapartistes principalement et les orléanistes accessoirement, il convient de faire jouer ce qu'il appelle déjà « la discipline républicaine » pour faire barrage à « la réaction ». Pas de critique virulente de sa part, tout au plus en filigrane des recommandations et des mises en garde et un soutien résigné aux candidats de « la concentration » qui sont tous les quatre élus, Emmanuel Arène dans le Cortenais, le colonel Astima dans la circonscription de Bastia, tous deux « modérés », F.-D. Ceccaldi dans la circonscription d'Ajaccio et le docteur Paul de Susini dans celle de Sartène sans que cela soulève d'objection de la part de Porri, membre du comité d'accueil des radicaux « continentaux » Laisant et Laguerre toujours présents sur le terrain électoral insulaire.

La rupture : Porri au cœur de la mêlée (1886-1892)

- 12 Au début du mois de mai 1886, Porri écrit toujours dans *La Solidarité* et il ne renie pas encore la « concentration » qui s'est opérée et qui a permis la victoire des républicains, mais déjà il prend du recul par rapport à ce qui s'est passé car il ne perçoit pas de changement significatif dans l'exercice du pouvoir, alors que « les anciens » (Savelli, Tomasi, Manfredi, J.-B. Thiers, A. Franzini, A. Arrighi) ne sont plus tous là pour faire prévaloir un authentique régime républicain. Il se fait critique :
- Lorsque, radicaux et modérés, nous nous sommes unis contre l'ennemi commun, nous n'avons pas entendu que cette concentration soit une abdication des principes ; chaque bataillon devait garder son fanion respectif et tous se grouper autour du grand chapeau de la République¹².
- 13 Il prône sous la forme d'une profession de foi les vraies valeurs républicaines :

Certains – c'est P.-P. Casabianca qui est visé – qui n'ont jamais compris, ne veulent pas se borner au rôle de mandataires [...] ces potentats veulent élever la tête au-dessus des autres [...] et bien on la raccourcira [...] en démocratie où le conseil des 10 et l'Inquisition d'État n'existent pas, le peuple est maître et la République est à tous et non à une famille, à une coterie, à un clan¹³.

- 14 Il assume le fait d'apparaître comme « la brebis galeuse du troupeau qu'on évite en craignant la contagion », mais ajoute-t-il, « pourquoi écrirais-je si ce n'est pas pour dire ce que je pense ! »
- 15 La rupture est ainsi prononcée de manière brutale y compris avec les radicaux qui ont joué le jeu de la concentration au nom de l'unité du mouvement. Ces derniers sont vivement critiqués... Laisant et Laguerre ne sont plus ménagés, non plus que de Susini et Ceccaldi, alliés de la veille. Seul Henri Rochefort, qu'il appelle « mon maître », trouve grâce à ses yeux. C'est alors, en 1886, que Porri décide de fonder *Le Piloni*. Cette étape marque le début d'une célébrité qu'il va conforter par ses talents de rhéteur, de polémiste et de redoutable bretteur. *Le Piloni* s'affirme comme un journal de combat, assurément la feuille la plus emblématique de la carrière journalistique de Porri, un brûlot permanent à la fois contre les républicains-traîtres qui ont fait alliance avec les modérés, contre ces derniers avec une remontée en surface de tous leurs méfaits accomplis depuis le début des années 1880, mais aussi contre les conservateurs, principalement les bonapartistes et accessoirement les orléanistes, ces « réactionnaires » dirigés par les grandes familles issues de l'Empire, les Casabianca, les Abbatucci et les Gavini et, à un moindre titre, les Pietri dont Porri n'oublie pas le passé républicain.

Anti-opportunisme et anti-casabianquisme

- 16 La principale cible de Porri est le sénateur Pierre-Paul de Casabianca qui est le véritable « patron » et le leader le plus nocif du mouvement, l'homme à abattre, plus qu'Emmanuel Arène qui, contrairement à ce qui a pu être dit, n'est alors qu'en position de premier lieutenant et pas encore « roi de Corse ». Porri ne croit pas à la sincérité de Casabianca dont le nom demeure le symbole de l'adhésion à la République des grands notables de l'Empire issus de l'orléanisme. Certes, celui-ci n'est pas descendant en ligne directe du ministre puis sénateur de Napoléon III. Il ne fait partie que du cousinage et appartient à une branche de la famille qui ne s'est pas particulièrement illustrée dans le passé mais qui a eu l'habileté de « capter » abusivement l'héritage symbolique de la lignée directe, celle qui a compté dans ses rangs le « grand » Luce de Casabianca. C'est déjà pour Porri un premier grief envers celui que l'on appelle *Pépé* et l'attaque vaudra pour son frère qui, précisément, porte le prénom de Luce sans pouvoir se réclamer d'une descendance directe du héros d'Aboukir. Les Casabianca sont le modèle de ce que Porri exècre le plus, les ralliés à la République comme il les appelle, contribuant ainsi à faire passer l'expression dans la terminologie politique de l'époque ; disons encore les « faux républicains » qui, au fond d'eux-mêmes, sont toujours restés bonapartistes et nostalgiques de l'Empire. Il stigmatise les palinodies de *Pépé*, figure de proue du comité plébiscitaire de Bastia en mai 1870, directement impliqué dans l'agression dont furent alors victimes deux cents républicains « protestataires » qui militaient pour le non au référendum impérial. Fidèle bonapartiste jusque-là, il a retourné sa veste une première fois en 1870 lorsqu'il rallia la République et qu'il fit partie de la commission municipale de Bastia sous le gouvernement provisoire, pour peu de temps en fait, puisqu'il

rejoignit la coalition des conservateurs qui en 1873 croyaient encore possible une restauration. En 1875, il soutint la candidature de Rouher en Corse puis il revint à la République lorsque celle-ci consolida son socle au scrutin de 1876. Conseiller général du canton de Ghisoni, il accède enfin en 1884 au mandat national de sénateur et devient président du conseil général du département en 1886. Il fait alors figure de leader du parti opportuniste.

- 17 Les Casabianca sont aux yeux de Porri l'archétype du système clanique¹⁴ qui ne vise qu'à installer une parenté envahissante dans l'appareil d'État en n'œuvrant que pour les amis et partisans, « *amici sequaci e aderenti* » comme on disait autrefois. Le père du sénateur a commencé sa carrière de magistrat sous l'Empire et est devenu président de chambre à la Cour d'appel de Bastia. Tout pour les casabianquistes et leurs amis et rien pour les autres et cela sous couvert de l'État en la personne de son représentant en Corse, le préfet, qui n'est qu'un jouet entre leurs mains. Les attaques de Porri sont violentes et franchissent régulièrement la ligne jaune de la diffamation. Il s'emploie, avec succès d'ailleurs, à démonter le système et englobe dans ses diatribes ceux qui en sont les lieutenants ou les simples bénéficiaires. Ainsi en est-il des Virgitti et du sous-préfet de Corte Grassi, neveu de l'ancien ministre Casabianca et cousin de Pépé qui l'a fait nommer à ce poste en dépit de son passé franchement anti-républicain, « en soufflant son nom » à son ami le préfet Trémontels qui ne peut rien lui refuser car, sous le nouveau régime républicain, l'élu national du parti du gouvernement pèse plus lourd que le serviteur local de l'État.
- 18 Les radicaux, et même les vieilles barbes coupables d'avoir pactisé avec les modérés, ne sont pas épargnés par la plume acerbe de Porri : Borghetti est vilipendé et Porri s'en prend à Ceccaldi en des termes franchement diffamatoires qu'il regrettera plus tard :

Si tu n'étais, lui assène-t-il, que l'imbécile aux paroles creuses, à la cervelle vide alors que Clemenceau te surnommait « un hanneton dans un tambour », je te laisserais tranquille ... Si tu n'étais que le pantin gueulard dont Pépé tire les fils, le phraséologue idiot dont on se moque, je ne m'occuperais pas de toi. On t'écoute comme un perroquet qui répète¹⁵...
- 19 Il lui reproche aussi d'avoir été le factotum du prince Pierre, « l'assassin de Victor Noir ». Vincent Farinole n'est pas ménagé, et Porri renie les radicaux avec lesquels il avait fait un bout de chemin, le duo Laisant et Laguerre. Il exprime également ses regrets d'avoir soutenu la candidature de Paul de Susini et ferraille avec lui par voie de presse¹⁶.
- 20 Il n'est pas plus tendre à l'égard des « réactionnaires ». Parlant du comte Alfred Multedo, une des figures les plus typées du parti bonapartiste, il écrit :

Il y a des morts qu'il faut tuer, M. Alfred Multedo est un de ceux-là¹⁷.
- 21 Et, s'adressant directement à l'intéressé, il ajoute :

Vous êtes mort, tenez-vous bien coi dans votre tombe car si vous bougiez vous nous obligeriez à cimenter le couvercle.
- 22 Plongé au cœur de la mêlée au cours de cette phase la plus violente de son engagement journalistique, usant d'une rhétorique fleurie mais volontiers outrancière, il arrive à Porri d'interpeller directement le gouvernement, le ministre de l'Intérieur ou le président du conseil, sur les méfaits d'un régime clientéliste et clanique qui ronge la Corse, ce qui donne à son action une audience nationale dont la Chambre des députés se fait l'écho. Ainsi, en mars 1887, lorsque le président du conseil puis ministre de l'Intérieur, le radical Goblet, répondant à l'interpellation du bonapartiste Gustave

Cuneo d'Ornano sur la dépendance et la partialité de la magistrature en Corse, met explicitement en cause Porri qui, « soi-disant républicain », soutient la demande formulée par le leader bonapartiste de diligenter une enquête parlementaire en Corse. Porri ouvre alors dans *Le Pileri* une sorte de rubrique libellée « lettres d'un indépendant au président du conseil » qu'il accompagne d'une profession de foi : « Je n'ai pas encore que trente ans et je suis républicain socialiste » ce qui ne l'empêche pas d'ajouter déjà une touche de corsisme, reliant ainsi son attachement à la République à l'exemple des grands ancêtres insulaires :

les Corses qui ont tenu de tout temps à être des citoyens libres, comme le prouvent trois siècles de lutte pour leur indépendance, clament justice et liberté¹⁸.

- 23 Le 22 juillet 1887, Porri se livre à un véritable réquisitoire, révélateur de ses convictions idéologiques :

Je rougis de dire comme républicain que la République n'a rien à envier de ce côté-là aux gouvernements monarchiques. C'est toujours le même déplacement d'influence d'un clan à l'autre et, chose curieuse, ce sont les mêmes clans qui luttent : les étiquettes, les couleurs des drapeaux changent mais les combattants restent les mêmes. La Corse ne connaît la République que par ses représentants et avouez, M. le ministre, que ce n'est pas sous un beau jour qu'elle se montre ainsi. À part quelques honorables exceptions, on ne nous envoie généralement pas comme fonctionnaires le dessus du panier mais les préfets surtout sont de véritables phénomènes. Les bons passent comme des météores, la camarilla a soin de leur rendre la vie dure et courte en Corse. Les mauvais restent eux ; aucune besogne ne les répugne et on leur permet de respirer longtemps les orangers de la préfecture d'Ajaccio. À une certaine époque on nous a jugés dignes d'être gouvernés par André de Trémontels et deux ans plus tard nous avons subi cet Alphonse. Je vous demande, M. le ministre, si avec une pareille administration il y a lieu de s'étonner que dans un pays gouvernemental par essence comme la Corse, l'opposition à la République soit encore si forte. Dans notre île il y a quelques milliers de républicains convaincus qui sont traités comme des bêtes fauves par la camarilla ; il y a quelques valets de la coterie qui s'accommode de la tyrannie honteuse que nous subissons parce qu'ils sont écœurés par les turpitudes administratives qu'ils constatent. Débarrassez-nous des administrateurs qui ne sont que des valets donnez-nous une administration honnête juste qui fasse respecter et aimer la République¹⁹.

Journal *Le Pileri* complément annuel, 1887

- 24 Beaucoup d'excès et de contre-vérités dans ce qu'écrit Porri dans son journal et qu'il reprend dans *L'Almanach illustré du Pileri*²⁰, feuille unique en son genre en Corse à l'époque, annonciatrice des grands journaux satiriques de la presse nationale de la veine de *L'Assiette au beurre*. Reste qu'à travers ce miroir déformant est posée une réelle question de fond : la mise en cause de pratiques politiques qui ternissent l'image symbolique d'une Marianne régénératrice au service de la civilisation des mœurs dans une Corse tirée de l'ignorance et de l'obscurantisme. La particularité de cette violente charge vient de ce qu'elle est portée non pas par des bonapartistes revanchards et aigris, mais par un républicain sincère qui condamne les tares du système et entend retrouver la pureté du message qui annonce des jours meilleurs. La force de persuasion de Porri, en dehors de quelques éditoriaux redondants et moralisateurs, a été de ne pas s'en tenir à des généralités, à l'énoncé de principes vertueux, pour mieux condamner les abus, mais de s'appuyer sur des exemples concrets et de « démasquer les tartufes » à partir de faits réels et d'« études de cas ».

Divers angles d'attaque

- 25 De là ce retour récurrent sur l'affaire Saint-Elme, comme pour ne pas laisser retomber une pression qui avait mis en émoi la presse nationale au moment du procès. Porri continue à dénoncer rétrospectivement les « argousins assassins » qui constituaient le « service d'ordre » du préfet Trémontels qu'il ne lâche pas, jusqu'à ce que celui-ci tombe sous l'effet d'une sanction disciplinaire. Les attaques journalistiques menées contre les préfets de la République opportuniste sont une constante dans le combat engagé par Sampiero Porri qui écrivait dans *Le Pileri*, « Débarrassez-nous de ces administrateurs qui ne sont que des valets... donnez-nous une administration honnête et juste qui fasse régner la République contre la camarilla »²¹. Sont dénoncés

rétrospectivement, toujours à propos de l'affaire Saint-Elme, les « nervis » à la solde des leaders opportunistes Casabianca, Peraldi et Arène déjà malmenés par la plume d'Ernest Judet dont Porri fait mieux connaître l'ouvrage alors que les responsables avaient tout fait pour étouffer l'affaire et réduire ainsi au silence la veuve de Saint-Elme qui avait vainement fait appel du jugement de son mari et qui avait courageusement continué quelque temps à faire paraître *Le Sampiero*.

- 26 Porri est un des premiers à lever le voile sur un autre scandale qui fera couler beaucoup d'encre des années durant et qui, dans la foulée des révélations » du *Pilori*, allait être largement dénoncé par Paul Bourde, journaliste du *Temps*, dans son enquête menée en Corse en 1887. Nous voulons parler de la Compagnie des chemins de fer à propos des adjudications des travaux et des problèmes de favoritisme et de concussion liés aux indemnités des propriétaires des terrains expropriés pour raison d'intérêt public. Là encore c'est « le système Casabianca » qui est mis en cause : tandis que le sénateur est directement concerné en tant que président du conseil général, instance chargée de dresser une liste d'aptitude des membres du jury d'expropriation, son père l'est aussi comme président de chambre de la Cour d'appel qui arrête la composition du jury tandis qu'un autre Casabianca, proche parent, fait partie du jury. Belle occasion pour condamner cette gestion des intérêts publics sous la forme d'une « affaire de famille ». Avant même l'enquête de Paul Bourde qui fera une large place à la question du jury d'expropriation, Porri publie dans *Le Pilori* un tableau en deux colonnes où figurent dans l'une les noms des indemnisés qui font partie de la parenté ou de la clientèle des Casabianca et, dans l'autre, la liste de ceux qui ne sont pas membres du clan ou qui appartiennent au clan adverse. On devine aisément les conclusions qui en sont tirées.
- 27 Autre lièvre soulevé par *Le Pilori*, le scandale qui concerne la compagnie de navigation Morelli du nom du propriétaire-gérant de la société qui est un proche des leaders opportunistes au point que, poussé par « le parti », il deviendra sénateur de la Corse. Les choses sont graves puisqu'il s'agit ni plus ni moins d'une affaire de corruption où nommément le député Emmanuel Arène et le sénateur Nicolas Peraldi sont mis en cause pour percevoir, en échange des « services rendus » aux actionnaires de la compagnie et à son directeur, lors de l'élaboration du cahier des charges et de l'attribution du service postal, des enveloppes qui leur seraient régulièrement versées en fin de mois. Même si les faits ne peuvent être vérifiés, en raison du manque de sources relatives à l'affaire, l'accusation qui ne repose que sur les déclarations d'un certain Semetriva, comptable de la compagnie dont les propos et les « preuves » écrites sont consignés dans *La France Juive* de Drumont est reprise par Porri dans *Le Pilori* et on mesure la virulence de ses attaques contre les opportunistes. Relativement modéré concernant Arène, il n'hésite pas à traiter le notaire-sénateur Peraldi de « plus grand gredin de la bande ». On ne sera pas étonné dès lors qu'un engagement de cette nature – dont on ne trouve pas l'équivalent dans la presse insulaire de l'époque – ait valu à son auteur plusieurs duels dans la même année dont un qui l'opposa à Emmanuel Arène. Notre bretteur aussi habile dans le maniement de la plume que dans celui des armes s'en sortit très bien mais n'en tira pas pour autant immédiatement les leçons.
- 28 Porri se retrouvait ainsi en 1887 dans une position délicate sur l'échiquier politique insulaire. Il affichait publiquement et sincèrement ses convictions républicaines mais, en même temps, il faisait figure de principal pourfendeur de la majorité départementale née de « la concentration » entre modérés et radicaux et il s'affichait comme républicain socialiste ou intransigeant en guerre contre les ralliés, les

opportunistes et les conservateurs bonapartistes demeurés fidèles à leur fanion. C'est le temps où il évoque Robespierre le considérant pourtant comme trop bourgeois, tout comme Saint-Just et il se réclame déjà par moments du quatrième état et du prolétariat. Écrivant dans *La Revanche* il déclare :

Prenez garde, la question sociale se dresse grondante, menaçante et la société semble danser sur un volcan [...] le prolétariat grouille et veut arriver à la vie²².

Porri et l'affaire Leandri

- 29 Un autre trait marquant de ce moment du parcours de Porri est son alliance avec Leandri du journal bonapartiste *La Défense*, qui eut alors des démêlés retentissants avec la majorité républicaine en place. L'affaire Leandri comme l'affaire Saint-Elme en 1883, cristallise un mécontentement qui a un écho à l'échelle nationale dans la presse et jusqu'à la Chambre des députés où « les choses de Corse », objet d'interpellations parlementaires, ont pour effet de titiller les gouvernements qui se succèdent au sein de la République opportuniste. À l'origine, un procès intenté par un organe de presse républicain au journal bonapartiste *La Défense* à travers la mise en accusation de son rédacteur Jean-Baptiste Leandri qui, se considérant comme persécuté, est conduit à prendre une initiative « folle » : après avoir publié et diffusé un placard incendiaire, il opère une descente en armes avec parents et amis depuis le Haut-Taravo sur le tribunal de Sartène pour réclamer justice. Mouvement d'humeur, action symbolique plus que belliqueuse, mais qui fait monter la tension d'un cran, d'autant que les autorités en place instrumentalisent l'incident et font consigner la troupe de la garnison de Bastia²³ ! Les passions se déchaînent dans la presse insulaire suivant un clivage qui ne recoupe pas strictement l'opposition entre bonapartistes et républicains. Parmi les anti-opportunistes, Philippe G. Tonelli, journaliste « d'opposition » de *La Corse libre* et écrivain jouissant d'une certaine notoriété en Corse, dénonce la manœuvre qui consiste à grossir l'événement, à y voir « une excitation à la guerre civile » et, ramenant les choses à leur juste mesure, considère que Leandri n'a eu qu'un but : « attirer l'attention du gouvernement sur les choses honteuses qui se passent dans notre pays ». Il met en cause la camarilla qui s'acharne contre lui, parle de légitime défense et conclut en ces termes : « mes vœux et mes sympathies accompagnent l'accusé sur les bancs des assises », tout en précisant qu'il n'est pas pour autant bonapartiste. C'est exactement la même attitude que l'on retrouve chez Porri, farouchement hostile aux bonapartistes mais prenant fait et cause pour Leandri qu'il appelle « mon confrère et mon ami » et pour son journal *La Défense*, feuille nostalgique du régime déchu de Napoléon III. Lorsque l'affaire passe en cour d'assises de Corse en présence de représentants de la presse du continent et même d'Italie, (*Le Secolo*, *L'Epoca*, *La Sardegna*), Leandri n'exprime aucun regret et Sampiero Porri y trouve l'opportunité d'une tribune sans complaisance contre « les turpitudes » du régime et une magistrature à la botte de l'exécutif, ce qui lui vaut d'être qualifié d'« agitateur irresponsable » et de « républicain renégat » volant au secours des bonapartistes, ce dont il se justifie aisément dans *Le Pileri* en réitérant sa profession de foi pour une République juste, propre et égalitaire, se réclamant du précédent de la presse républicaine sous l'Empire :

La Lanterne [de Rochefort] a beaucoup plus fait pour la chute de l'Empire que les conspirations d'Orsini et de Pianori ou les complots des salons. Il aurait été sage de se souvenir de cela avant de poursuivre Leandri qui n'a eu pour but que d'attirer l'attention du gouvernement sur les choses honteuses qui se passent dans notre pays [...] il ne faut pas être aveuglé par la haine de l'Empire... je suis dans la

véritable tradition républicaine en parlant pour la liberté en faveur d'un adversaire, d'un bonapartiste [...]²⁴

- 30 Et lorsque les Leandri sont acquittés, Porri n'hésite pas à faire chorus à la satisfaction exprimée par l'ensemble de la presse bonapartiste.

Porri et le boulangisme

- 31 Pas de ralliement aux bonapartistes donc, ni même de compromission avec cette famille politique qui n'est pas la sienne mais pas plus de ralliement non plus au boulangisme en ces temps où une partie des radicaux intransigeants comme Rochefort – celui que jusque-là Porri appelait « mon maître » –, qui, se sentant en communion de pensée avec le turbulent bateleur contestataire, est en train de basculer dans un populisme où Porri ne se reconnaît pas. Certes on décèle chez lui des accents boulangistes lorsqu'il se laisse aller à des propos anti-parlementaires. Il lui arrive de déclarer vouloir « faire la guerre aux politiciens » mais sans jamais ériger ces déclarations en principes. Il est également révisionniste par rapport à la constitution en place mais ce n'est pas pour lui une panacée. Marqué par son anti-bonapartisme républicain, il craint toujours le césarisme, ce qui le rend méfiant à l'égard du général Boulanger. Par rapport au radical Charles-Ange Laisant, député de Paris et auteur de célèbres brochures dont *Pourquoi je suis boulangiste ?* et *L'Anarchie bourgeoise*, Porri se montre réservé et se dit « trop républicain pour être boulangiste ».

En quête de voies nouvelles

- 32 En 1892, Sampiero Porri quitte Bastia et s'installe à Ajaccio où il ne tarde pas à céder à la tentation d'un mandat électif. Il se présente et est élu conseiller général du canton de Bastelica d'où sa famille paternelle est originaire. Peut-on parler pour autant d'une entrée en politique du personnage ? Certes, en tant que conseiller général, il s'inscrit bien dans le cercle des notables de la période qui couronnent leur statut de propriétaires terriens par l'exercice d'une fonction d' élu, un cran au-dessus de celle de maire que la plupart pourtant se disputent dans des luttes sans merci pour l'exercice du pouvoir local²⁵. Dans le cas de Sampiero Porri, qui a sauté l'étape préliminaire du cursus et qui n'aura jamais été maire de « son » village, cela prend la forme d'un enracinement dans le berceau paternel dont il a été coupé en raison de la profession de son père qui avait eu pour conséquence de faire de lui un citadin et, paradoxalement, un Bastiais éloigné de ses racines. En réalité, ce choix correspond plutôt à une volonté de sa part de « prendre du champ », provisoirement au moins, par rapport au monde agité de *L'alta pulitica* où il a jusque-là excellé en tant que journaliste. Parlons d'un certain recul et de reprise en main d'un patrimoine rural non négligeable fait d'un bâti inscrit dans le *terziere* (quartier) des *Dominicacci* du gros bourg de Bastelica et de diverses « pièces » de terre de bon rapport à la *muntagna* et à la *piaghja*, dont une vigne « classée » et de bon rapport sise à Bastelicaccia. Bien qu'ayant définitivement établi domicile au cœur de la ville d'Ajaccio où il s'inscrit au barreau et continue à exercer son métier d'avocat avec un succès qu'il doit déjà à sa renommée de journaliste et à son art oratoire, c'est en propriétaire terrien qu'il occupe pour ainsi dire ses loisirs, inséparables du souci « intéressé » de faire fructifier son patrimoine. Dans les papiers de famille, malheureusement en grande partie disparus, et dans les archives notariales, on peut

retrouver des bribes concernant son activité professionnelle et la gestion de son patrimoine. On le découvre dans ses relations épistolaires de sociabilité ou d'affaires avec ses *paesani*, métayers et bergers qui constituent sa clientèle électorale, le premier cercle des fidèles de son clan, disons de son *partitu* ²⁶. C'est aussi traditionnellement le parti des Costa²⁷, celui des bonapartistes de la première génération (les fidèles de l'Empereur mais pas de « Napoléon le petit ») devenus républicains depuis 1848. Sampiero Porri dans l'exercice de son mandat de conseiller général renouvelé en 1898, allait apporter comme contribution personnelle sa marque d'un républicanisme qu'il qualifie toujours d'« indépendant » en cette fin de siècle.

Républicain « indépendant »... et médiateur

- 33 Cette terminologie convient bien à celui qui honnit le souvenir même du coup d'État et du césarisme de Napoléon III, mais qui condamne également – nous l'avons vu – les nouveaux nantis, républicains modérés dits opportunistes, sans adhérer pour autant au radicalisme des « intransigeants » qui l'ont déçu par leurs compromissions. Il leur préfère le modèle quelque peu mythifié – sans qu'il soit toujours à l'abri de ses critiques – des vieux républicains de la génération de 1848 et du Second Empire : les Padovani, Tomasi, Petrigiani et quelques autres, sans oublier Louis Blanc qui occupe une place à part dans l'imaginaire de Porri qui se réclame volontiers par ailleurs de Robespierre – même s'il le juge « trop bourgeois » – ou de Rochefort. Alors même qu'il était « au cœur de la mêlée » au temps du *Pilori*, en 1886-1887, notre homme usait déjà de cette qualification de « républicain indépendant » pour bien marquer son positionnement politique alors même qu'il écrivait au président du conseil pour condamner les représentants du pouvoir en place.
- 34 En 1890, une fois la page du boulangisme tournée, Porri est devenu rédacteur en chef du journal *Le Sampiero*, explicitement libellé ainsi en mémoire de Saint-Elme et de son malheureux combat contre ceux qui ont perverti l'idée républicaine. Sous les apparences d'une feuille modérée, il s'en prend inlassablement aux coterie familiales et à P.-P. de Casabianca qui est toujours dans son collimateur. À force de voir les déviances de la classe politique au pouvoir retomber dans les mêmes ornières qui avaient discrédité le Second Empire (esprit de parti, clientélisme, favoritisme, candidatures officielles, abus de pouvoir, atteintes aux libertés individuelles, entorses au principe d'égalité citoyenne), il conforte son statut de républicain indépendant et l'érige au rang de doctrine. Indépendant pour Porri signifie d'abord ne pas être mis au rang des profiteurs discrédités du « système ». Avec d'autres, comme Léonard Limperani qui, lassé des agissements de la nouvelle classe politique dirigeante à laquelle il appartenait, s'est fait élire au conseil général sous cette étiquette, il a contribué à ce que cette appellation soit entérinée dans cette instance à laquelle lui-même accède en 1892. On a dès lors affaire à un groupe bien individualisé qui se manifeste en tant que tel et qui marque son « indépendance » par rapport aux courants politiques qui s'affrontent. Il s'agit d'une majorité provenant d'horizons divers mais qui tient à être reconnue au sein de l'assemblée départementale, même si ses membres ne se sont pas pleinement affranchis des leaders du mouvement républicain.
- 35 En 1892-1894, Porri va plus loin dans cette voie d'autant qu'au sein du conseil général une majorité d'élus républicains, « hommes de terrain », ont adopté la même position comme pour avoir les coudées franches et mieux se consacrer à l'intérêt général de la

Corse qui se pose de plus en plus en termes économiques et sociaux plutôt que politiques. Le journaliste Jules Carbone rappellera encore en 1926 dans l'éloge funèbre qu'il fera de son ami l'existence de ce regroupement éphémère où Porri a pu faire figure de leader²⁸ : ces nouveaux venus entendaient secouer cette nouvelle oligarchie qui asservissait la Corse et poser « les vrais problèmes ». C'est dans cette recherche d'une troisième voie des « vrais républicains » que s'engouffre Sampiero Porri qui prend une part active à la réunion constitutive du groupe qui se tient à Bastia.

Porri, le pacte de Vichy et « la politique d'apaisement »

- 36 Dans ce contexte de recherche de voies nouvelles, Porri apporte sa contribution à un apaisement dans la vie politique insulaire dont l'atmosphère est devenue irrespirable. Contre toute attente et prenant de court ses adversaires de tous bords, il joue un rôle déterminant dans la conclusion de ce qu'on a appelé le pacte de Vichy (1892) qui scella la réconciliation entre le clan des Casabianca, anciens bonapartistes qui ont été les premiers à rallier la République et celui des Gavini qui jusque-là étaient restés bonapartistes mais qui prennent alors le même chemin. Ce ralliement marque une date importante dans l'histoire politique de la III^e République en Corse et inaugure la naissance d'une droite qui ne se réclame plus de l'Empire, faute de perspectives d'avenir depuis la mort du prince impérial et en raison de dissensions au sein même des héritiers de Napoléon III (rupture consommée entre *Plon Plon* et le prince Victor) et à l'image de ce qui se passe à l'échelle nationale, d'une démobilisation aggravée par la loi d'exil. Il ne restera bientôt plus que le dernier carré ajaccien pour entretenir la tradition, disons plutôt l'illusion d'une restauration impériale. On manque de sources pour savoir quel a été exactement le rôle tenu par Porri dans ce rapprochement, mais il s'est plusieurs fois vanté d'avoir œuvré dans ce sens, avant de le regretter amèrement quelques années plus tard. Cet événement fut fêté par un banquet républicain organisé à Bastia début novembre 1892 à l'initiative du récent syndicat des journalistes animé par Sampiero Porri, en présence de son président, Aloisi, rédacteur du *Bastia Journal*, organe de presse « réactionnaire » avec lequel Porri pactise momentanément. On y célèbre la réconciliation entre les deux clans, les blancs et les noirs, et entre leurs leaders, P.-P. de Casabianca et Sébastien Gavini. En la circonstance, Porri prend la parole en ces termes :

Deux familles influentes, cause ou prétexte de nos divisions intestines, viennent de se réconcilier ; cette réconciliation désirable à tous égards s'est faite sur le terrain de la République et marque une ère nouvelle pour notre Corse, une ère d'apaisement, de travail née du pacte conclu. Nous avons le devoir de nous en réjouir. Fini les deux clans, les deux coteries [...] il sera permis à nos représentants de consacrer tout leur dévouement, de diriger tous leurs efforts vers la défense des intérêts du pays et d'appliquer aux personnes la vieille maxime : à chacun suivant son mérite, à chacun suivant ses œuvres²⁹...

- 37 En l'absence d'Emmanuel Arène, irénique comme il ne l'a jamais été et comme il ne le sera plus, Sampiero Porri rend hommage au « brillant député de Sartène certainement heureux d'un événement qui donne corps à une de ses idées les plus chères et qui est le triomphe de la politique des mains tendues et des bras ouverts ». Cette « politique d'apaisement » avait déjà été saluée dans l'éditorial du *Travail*, journal dont Sampiero Porri était le rédacteur en chef, par son collaborateur F. L. Arrighi qui évoquait « les conséquences heureuses » qui devaient résulter de la trêve des partis, notamment en

faisant chuter la violence en Corse qui connaît toujours un pic au moment des élections :

Désormais, lorsque les luttes stériles auront cessé, il se produira un apaisement général et le chiffre des crimes qui s'élevait dans des proportions effrayantes à l'occasion des luttes électorales diminuera sensiblement... le jour où les luttes seront moins vives, où l'on ira tous à l'urne la main dans la main, on n'aura plus de prétextes pour échanger des coups de fusil³⁰.

38 Par ailleurs :

Les élus cantonaux seront plus à l'aise pour remplir leurs délicates fonctions avec impartialité et indépendance. Le jour en effet où le juge cantonal sera ce qu'il doit être, un magistrat, droit, intègre, soucieux de tenir la balance égale entre tous, nos paysans s'inclineront devant les décisions du juge de paix avec une déférence respectueuse et bien des malheurs seront évités. L'acte politique qui vient de s'accomplir fera beaucoup plus pour la tranquillité et pour la prospérité du pays que les gendarmes, les réquisitions des magistrats et les verdicts des jurys³¹.

39 Et de conclure :

Ce qu'il faut à la Corse, c'est la paix et le travail qui assureront son relèvement moral et matériel et la paix et le travail, nous les aurons avec la trêve des partis qui suivra le traité d'alliance conclu non seulement entre MM de Casabianca et Gavini mais entre tous nos représentants et qui aura pour effet immédiat l'union de tous les Corses³².

Les premiers effets de « la crise » : priorité au redressement économique

40 Le volet complémentaire de la métamorphose temporaire de Porri – car nous verrons que le démon de la politique s'emparera à nouveau de lui – est l'intérêt qu'il commence à porter aux questions d'ordre économique et social. La vocation institutionnelle du conseil général y contribue puisqu'il ne s'agit pas d'une assemblée politique à proprement parler mais d'une instance administrative essentiellement consultative et vouée à des tâches de gestion matérielle. Dans le choix de Porri, les premiers effets de la grave « crise économique et crise de structure » que connaît alors la Corse au cours de la dernière décennie du siècle a été déterminant³³. Comme à la suite de la dégradation de son tissu économique et à l'insuffisance de l'aide de l'État pour enrayer ce processus, l'inquiétude se manifeste de plus en plus et la colère gagne les esprits au-delà des opposants au régime. Dans la presse de tous bords, les éditorialistes tirent la sonnette d'alarme et commencent à développer le thème de « l'île abandonnée » mettant, en vrac, en avant la question des transports maritimes, celle du chemin de fer, les problèmes d'assainissement, et la revendication de moyens et de dispositions pour enrayer le processus de délabrement de l'économie. Porri en prend conscience comme bien d'autres et décide de s'engager sur ce terrain en délaissant les joutes oratoires de caractère purement politique qui, momentanément, lui apparaissent vaines et sans prise sur les « vrais problèmes » qui se posent à la Corse. Il s'intéresse à toutes sortes de questions économiques, s'occupe d'agriculture, d'industrie, d'artisanat, de transports, de routes, du chemin de fer, de la malaria, du déboisement..., creusant ainsi un sillon ouvert avant lui par des notables agronomes, élus cantonaux souvent, tels que les Limperani de Casinca ou les Pitti Ferrandi de Verde.

41 Mais la caractéristique de son action par rapport à ceux qui ont ouvert la voie ou qui, face à la crise, s'éveillent à ces problèmes, c'est la connotation sociale et même peut-on

dire socialisante, qui imprègne son engagement de républicain indépendant mu par les principes d'égalité, de fraternité et de justice qui font partie de son héritage idéologique mais qu'il n'avait pas jusque-là eu l'occasion d'exprimer concrètement. Un bon indicateur de cette particularité est la parution en 1892 à son initiative du journal *Le Travail* qu'il met au service du développement économique de la Corse pour lutter contre l'appauvrissement de ses habitants. Assez de politique, dit Porri, au travail ! Il est l'auteur d'articles portant sur ces différents thèmes d'actualité et aborde des sujets plus « pointus » tels que les conditions de survie de la culture des cédrats menacée par la concurrence extérieure et la nécessité d'avoir recours aux engrais chimiques pour améliorer la production céréalière et ne pas attendre les farines provenant des minoteries marseillaises. Dès cette époque il est l'un des premiers à préconiser la formation de « syndicats du travail » mais, loin de remettre en question le capitalisme, cible des socialistes de son temps, guesdistes ou alamanistes qui n'ont pas encore effectué de percée sur la scène politico-sociale, Porri compte surtout sur l'investissement privé d'un patronat dynamique... corse de préférence, ce qui annonce déjà un positionnement corsiste. Il donne le ton de son programme dans le premier numéro du *Travail*, son journal déjà cité qui est présenté comme l'« organe spécial des entreprises de travaux publics » :

En fondant ce journal, écrit-il, nous avons voulu donner aux hommes de travail et d'initiative, à ceux que la politique n'absorbe pas tout entiers et qui trouvent qu'il y a dans l'intelligence humaine place pour d'autres préoccupations, un organe qui reflète leurs aspirations et se fasse l'écho de leurs revendications légitimes. Dans notre pauvre pays on devrait vivre d'affaires et on meurt de politique... Heureux si nous parvenons à faire germer cette idée que nous croyons féconde pour l'avenir de la Corse : peu de politique et beaucoup d'affaires³⁴.

- 42 Au fil des numéros du journal on pourra relever les diverses contributions du rédacteur en chef sur divers sujets d'actualité. La question du réseau ferroviaire insulaire qui souffre de retards inquiétants y figure en bonne place : la ligne Bastia-Ajaccio n'est pas achevée (reste le tronçon Vizzavona-Corte) et celle du Fiumorbo à Bonifacio n'est toujours pas mise en chantier (elle ne le sera jamais) et Porri, au nom du conseil général et de la commission administrative, s'associe à la pression exercée à ce sujet par la Chambre de commerce de Bastia. Engageant une polémique avec le journal républicain *Le Phare de la Corse*, et son ami Tommasi, alias Peppino, « vieux républicain », Porri et ses collaborateurs défendent l'action de la *Société des entrepreneurs corses* contre celle de la *Compagnie des chemins de fer départementaux* qui, pour l'heure, détient le marché public. Au cœur du problème on trouve la délicate question des indemnités liées aux achats de terrains appartenant à des particuliers, une question sur laquelle le journaliste du *Temps*, Paul Bourde avait déjà mis l'accent en 1887 en dénonçant les « scandales » d'opérations imputables au jury des expropriations alors « aux mains de la famille Casabianca ». La compagnie des chemins de fer, sans prendre d'engagement en matière d'indemnités, avait emporté le marché en février 1883. Le journal de Porri remet en question cette décision qui n'a été que partiellement mise en application et plaide la cause des entrepreneurs corses qui eux s'engagent à régler cette délicate question sans qu'il en coûte au Trésor public ni au département (« si la société des entrepreneurs corses n'existait pas, il faudrait l'inventer³⁵ ! »). Concernant la question des transports maritimes qui, sous peu, se posera avec acuité, l'année 1892 correspond à la fin de la mission du service postal exercé par la compagnie insulaire Morelli à laquelle succède la compagnie Fraissinet qui fera bientôt l'objet de violentes protestations où nous retrouverons Sampiero Porri en première ligne.

- 43 Tout aussi bien Porri intervient sur la question des arrêtés Miot partiellement remis en cause par la politique douanière du gouvernement ou encore il se fait l'apôtre des progrès réalisables en agriculture par l'application de techniques nouvelles, dans la lignée des agronomes insulaires Burnouf et Regulus Carlotti du temps du second Empire ou encore de l'ancien député Limperani qui, retiré de la vie politique et diplomatique, s'était consacré à sa ferme-modèle de *Campo Magno* en Casinca. Là nous retrouvons l'enthousiasme du républicain de progrès soucieux de faire évoluer la Corse en la sortant de son archaïsme structurel, tout comme le pacte de Vichy devait contribuer à éradiquer une violence non moins structurelle et ancrée dans les mœurs.

La tentation corsiste

- 44 Tout naturellement, ce champ pris à l'égard de l'action politique jugée comme inopérante pour résoudre les problèmes qui s'amoncellent et qui compromettent la situation de la Corse, cette priorité donnée au sort matériel de l'île, ont pour effet de rendre sensible Sampiero Porri aux sirènes d'un corsisme naissant, un courant qui deviendra une composante permanente du débat public insulaire, caractérisé par la défiance si ce n'est le rejet à l'égard des élus – on dira plus tard « traditionnels » – qui ne remplissent pas leur mandat au service du bien commun et à l'égard de l'État accusé de laisser l'île à l'état d'abandon.
- 45 En fait cette attitude de défiance, expression d'un sentiment identitaire nourri par l'imaginaire d'un « passé recomposé » et réactivé en forme de nostalgie du bon vieux temps et de regret mythique de l'époque des grands et valeureux ancêtres qui, au XVI^e siècle auraient été maîtres de leur destin, n'est pas tout à fait nouvelle en cette fin du XIX^e siècle. Pour en rester à la III^e République nous avons signalé cette forme d'expression d'un mécontentement épisodique à propos de l'affaire Leandri où l'intéressé invoquait les mânes des glorieux prédécesseurs alors qu'il se sentait opprimé par le nouveau régime. Et nous avons vu poindre chez Sampiero Porri lui-même ces pulsions identitaires lorsqu'il se réclamait de l'exemple des pères fondateurs et d'une soi-disant tradition républicaine remontant à l'époque de la lutte anti-génoise et du généralat de Pascal Paoli. Au temps du *Pilori*, alors qu'il s'adressait directement au président Goblet pour dénoncer les turpitudes des représentants du pouvoir en place, en juillet 1887, Porri commentait les propos de Bourde, auteur d'une série d'articles destinés au journal *Le Temps* sur le thème *En Corse l'esprit de clan* et s'il admettait que ce dernier disait « des choses très exactes », c'était pour ajouter qu'elles étaient exagérées, se classant ainsi dans le camp de ceux qui étaient portés à juger toute critique, même fondée, formulée à l'encontre des Corses et des « choses de Corse », comme attentatoires à l'honneur de ses habitants, ce qui provoquait déjà chez lui de vives réactions épidermiques aux accents corsistes :
- À qui la faute s'il en est ainsi... On dirait que le caractère national des Corses s'est détrempé. À qui la faute, je le répète... à la France uniquement à la France. Qu'ont fait les divers gouvernements qui se sont succédé pour la Corse ? Rien, ou plutôt ils ont fait du mal... Peu m'importe si quelques Corses ont occupé des fonctions, qu'ils remplissent dignement d'ailleurs, alors que l'île demeurait inculte, sans chemins de fer, sans canaux, presque sans routes, alors que ce sol dont la *prospérité* était proverbiale demeurait inexploité³⁶...
- 46 Et, revenant sur le témoignage de Bourde dans une autre lettre de la même série des « lettres d'un indépendant adressées au président du conseil » (le 28 septembre), il

renchérit et sur un ton mi-railleur et mi-indigné, suivant le genre innové par Borghetti dans son opusculé célèbre, *Réponse des Corses à leurs détracteurs*, il réfute cet auteur :

qui a vu la Corse à vol d'oiseau et s'y est même cassé une jambe et sur les 30 jours qu'il a passés chez nous il est resté quinze jours au lit, ce qui ne l'a pas empêché d'écrire dans *Le Temps* qu'il rapportait un tableau fidèle de la véritable Corse. M. Bourde a décrit les mœurs corses comme certains voyageurs qui ne sont jamais allés plus loin que le boulevard des Italiens décrivent les mœurs des Indiens apaches. On reproche souvent aux Français dans la presse étrangère leur présomption, mais si nous devons en juger par M. Bourde et quelques-uns de nos compatriotes d'Outre-Mer que nous ne connaissons que trop, cette réputation ne serait que trop méritée³⁷...

- 47 Et Porri conclut sur le triste ouvrage de P. Bourde en lâchant la formule *Corsica fara da se*, le 21 octobre 1887, qui fera florès auprès des corsistes.
- 48 Cette indignation à connotation nationalitaire émerge à la faveur de la crise que traverse la Corse sans aller jusqu'à la remise en cause de l'appartenance de l'île à la France. Dans une certaine mesure on peut l'identifier à une résurgence du courant boulangiste populiste et anti-parlementaire qui s'est dressé quelques années auparavant contre la corruption du système, réunissant dans une même protestation, en Corse comme sur le continent, les opposants des deux bords, bonapartistes et républicains intransigeants. Le cas de Sampiero Porri ne se laisse pourtant pas enfermer dans cette grille d'analyse. Nous avons dit qu'il n'avait pas suivi son « maître » Rochefort dans l'aventure boulangiste et nous avons retenu qu'il a soutenu Leandri victime du système casabianquiste mais sans pour autant se faire l'allié des bonapartistes. En 1894, il revit cette situation inconfortable où il semble rejoindre partie d'entre ces derniers qui constituent le fer de lance d'un corsisme naissant.
- 49 Durant près de deux ans il va participer au combat mené par le journal *la République* animé principalement par le lettré Jean-Baptiste Marcaggi d'affinité bonapartiste certes mais converti au nouveau régime, journaliste à ses heures mais surtout auteur d'ouvrages de mœurs sur la vie insulaire qui comptent parmi les fleurons du patrimoine littéraire insulaire. Porri ressentait beaucoup d'affinité avec ce personnage érudit comme lui et sincèrement voué à l'amélioration du sort de la Corse sans motivation partisane. Tous deux alimentent les colonnes du nouveau journal et décochent à tour de rôle des flèches acérées en direction des élus et du pouvoir central en dénonçant pour la première fois de manière systématique les *piaghe* dont souffre l'île. Tous les thèmes du corsisme sont abordés dans le journal... nous les avons déjà évoqués³⁸ et nous ne les reprendrons pas ici, rappelant simplement qu'il y a des degrés dans ce courant de mécontentement où certains n'hésiteront pas à agiter la menace du séparatisme au point d'émouvoir la presse continentale. Sans aller jusque-là, Porri ne renie pas le slogan auquel il a déjà eu recours de *Corsica fara da se* qui sera largement repris lors de la prochaine poussée corsiste de 1905 à 1911 animée par Sylvestre Frassetto, président des syndicats d'initiative de Corse. La participation active de Porri à ce mouvement contestataire entre 1894 à 1898 s'inscrit dans le prolongement naturel de son engagement immédiatement antérieur sur le terrain de la revendication économique, mais la colère l'emporte dès lors sur les propositions constructives. L'hostilité à l'égard « du politique et des hommes politiques » s'exacerbe et l'État – quand ce n'est pas la France – est mis en cause sans ménagement. Le courant fait appel à l'union de tous les Corses indépendamment de leur appartenance idéologique ou de leurs fidélités partisans et il leur est demandé de faire un front commun sur les

questions les plus sensibles (transports, malaria, assainissement, effets de la crise...) autour du mot d'ordre « Corse d'abord » pour sortir du marasme cette « île abandonnée ».

- 50 Pourtant l'engagement de Porri dans ce courant contestataire n'a qu'un temps et, à la fin de l'année 1896, les liens qu'il entretenait avec J.-B. Marcaggi se distendent et la rupture survient, marquée par son retrait de la rédaction de *La République* et, dans la foulée, par la fondation de *L'Union républicaine* où il rejoint son ami Jules Carbone pour animer cette feuille qui est au service d'Emmanuel Arène et de la majorité gouvernementale. C'est là en apparence un nouveau revirement de l'« enfant terrible » dans son parcours politico-journalistique « en zig-zag » mais cette rupture répond à une logique que nous avons déjà signalée et qui relève de ses convictions idéologiques plus fortes que les velléités déviationnistes qui ont pu le tenter. Dans sa prise de distance à l'égard de cette poussée corsiste a joué la mainmise sur le journal de bonapartistes de la frange la plus réactionnaire représentée notamment par l'imprimeur Zevaco qui imposa sa marque dans la rédaction du journal. Sans doute Porri s'est-il laissé aller un temps à hurler avec les loups. Mais il y a des limites qu'il s'est refusé à franchir et en particulier l'attaque de Marianne suivant les accents de la *Tramuntana* de Santu Casanova, compagnon de route et agent parallèle du mouvement contestataire corsiste. Il n'était pas question pour Porri de s'en prendre à « la gueuse » comme d'aucuns le faisaient dans l'équipe du journal et encore moins de s'engager sur le terrain glissant du séparatisme, même s'il ne s'agissait là que de bravade. Mentionnons également le fait qu'à l'approche de l'affaire Dreyfus, la montée en puissance d'une Droite qui se raidit et qui n'attend pas à proprement parler l'anti-dreyfusisme de 1898 pour faire état de son antisémitisme – comme on le perçoit ça et là dans des interventions de J.-B. Marcaggi lui-même – a pu indisposer Porri au sein de la rédaction.
- 51 Mais, de façon plus générale, la raison du revirement de Porri est ailleurs et procède d'un retour à la priorité du politique chez cet homme de conviction. Il est déçu par l'« arrangement » auquel il a contribué en facilitant le rapprochement entre gavinistes et casabianquistes avec l'espoir quelque peu naïf de faire d'eux de « bons républicains ». Il prend progressivement conscience d'une réalité bien différente en constatant que les « réconciliés » et les soi-disant « ralliés » ne se sont unis que pour mettre en cause les fondements même d'une République telle que lui-même la conçoit et que leur entente n'a eu pour effet que de redonner force au « monstre de la réaction ». Ce groupement, plutôt que ce parti, s'organise et investit les deux journaux *Le Furet* et *Bastia Journal* qui relaient la presse bonapartiste pour faire front aux feuilles républicaines contrôlées par Emmanuel Arène. Porri prête sa plume au leader républicain et affronte cette « nouvelle droite » qui, sans l'avouer, continue à mener le combat contre Marianne et ses principes alors que les opportunistes se disent « hommes de progrès », une appellation à laquelle Porri est sensible. Il supporte mal par ailleurs les interpellations à répétition des casabianquistes par la voix des députés « ralliés » qui, comme Luce de Casabianca, le frère de Pierre-Paul, font figure de complices du redoutable « interpellateur » Gustave Cuneo d'Ornano, le député des Charentes, chef de file des bonapartistes à l'échelle nationale et toujours sur la brèche pour s'en prendre à la République. Porri admet les attaques venues de la gauche, celle du sénateur Vincent Farinole par exemple, vieille barbe républicaine – victime de la persécution de Casabianca qui a obtenu sa mutation en le faisant nommer procureur sur le continent – qui intervient en 1895 contre les traditionnelles tares de la vie politique insulaire, en

particulier sur l'exercice du pouvoir judiciaire et électoral des magistrats et des juges de paix qui continuent à dépendre du pouvoir exécutif bien que l'immovibilité des juges, un temps supprimée, ait été rétablie. En revanche, il est indisposé par les coups de boutoirs casabianquistes qui fleurent l'air de la réaction.

- 52 À l'approche des législatives de 1898, la bataille s'annonce dure entre les « progressistes » conduits par Emmanuel Arène et la coalition gavino-casabianquiste qui se dit républicaine mais qui, selon Sampiero Porri, avance masquée. Pourtant les réactionnaires finissent par être mis en déroute lors du scrutin qui voit l'élection de Marius Giacobbi dans le Cortenais (contre la candidature de Luce de Casabianca), celle de Pozzo di Borgo dans le Sartenais, cas curieux de ralliement d'un légitimiste à la République, celles enfin du colonel Astima à Bastia et d'Emmanuel Arène dans la circonscription d'Ajaccio. À cette date, Porri a fait le choix de revenir à la priorité de l'engagement politique, même s'il continue à être sensible à « la question corse » et à être présent sur le terrain de la contestation comme l'atteste sa participation au grand meeting d'Ajaccio organisé par *La République* en juillet 1897 pour protester contre la dernière convention sur les transports maritimes. À ce meeting dans l'organisation duquel J.-B. Marcaggi s'investit beaucoup, Porri est invité à prendre la parole sur une tribune et devant un parterre à dominante bonapartiste et, se déclarant solidaire du mouvement, il est très applaudi alors que son « collègue » de *L'Union républicaine*, Jules Carbone, également prévu comme intervenant, est conspué et même bousculé par l'auditoire. Mentionnons par ailleurs, mais comme simple signe de la sensibilité corsiste de Porri, l'indignation qu'il partagea avec nombre de ses compatriotes dans l'incident du consul britannique Drumond qui, en 1898, après avoir tenu des propos diffamatoires sur les insulaires fut l'objet de représailles et d'interdits à Ajaccio tant de la part de la « bonne société » du cercle des Palmiers que de la foule en colère qui voulut l'expulser de la ville.

Sampiero Porri « vrai républicain »

- 53 Au tournant du siècle, moins combatif mais surtout moins efficace et perdant en audience dans la mesure où il colle moins à l'actualité, Porri, au nom de la priorité donnée à l'idée républicaine et toujours obsédé par la nuisance des « grandes familles » et de « la réaction » se laisse prendre, une fois de plus, par le politiquement correct à connotation aréniste et il lui arrive à plusieurs reprises d'écrire dans telle ou telle feuille conformiste que *Rè Manuele* a quand même beaucoup fait pour la républicanisation de la Corse et qu'il faut lui en savoir gré. Le péril casabianquiste s'éloigne avec l'effacement de la scène publique de P.-P. de Casabianca, véritable bête noire de Sampiero, mais le ralliement des Gavini à E. Arène, chef de file des républicains qu'il a conduits à la victoire en 1898, inquiète Porri bien qu'il n'ait pas explicitement condamné dans un premier temps ce rapprochement (peut-être même l'a-t-il favorisé en renouant un temps avec l'esprit du pacte de Vichy !). On assiste alors à la consécration de cette droite républicaine mais réactionnaire, favorisée par l'attitude ambiguë d'Emmanuel Arène, et qui trouvera son vrai leader plus tard avec François Pietri, héritier de la famille Gavini et dans une certaine mesure d'Arène qui meurt en 1908 alors qu'il se situait de plus en plus à droite sur l'échiquier républicain.

Porri et Emmanuel Arène... je t'aime moi non plus !

- 54 Après avoir lancé avec son ami Carbone *L'Union républicaine*, Porri prend en main, comme rédacteur en chef, les manettes du *Journal de la Corse*, quotidien non moins aréniste que le précédent. Pourtant, comme précédemment, notre polémiste quelque temps assagi a du mal à concilier la confiance qu'il accorde à Emmanuel Arène et la condamnation du « système » clientéliste auquel celui-ci continue à avoir recours pour se maintenir au pouvoir, tout comme il le suspecte de faire le jeu des « réactionnaires » qui continuent à porter la macule des ralliés³⁹. Cela dépend des moments et des feuilles plus ou moins polémistes dans lesquelles il écrit, parfois sur demande car sa plume est très recherchée et il la met au service de causes qu'il pense être justes. Tantôt il se félicite à propos de celui qu'il appelle joliment l'« Éliacin de la politique », de sa sincère adhésion aux principes républicains, tantôt... et plus souvent, il exprime sa défiance ou son hostilité ouverte à son égard. Rien n'est jamais simple – nous l'avons déjà vu – dans les positionnements de Porri qui relèvent de ses convictions républicaines mais aussi des circonstances et d'un certain pragmatisme. Il lui arrive, s'adressant à *Rè Manuele*⁴⁰, de le mettre en garde contre le renouvellement du « piège du pacte de Vichy » dont lui-même – rappelons-le – a été un maître d'œuvre avant de le regretter amèrement et de vouloir en tirer les leçons. Il le suspecte par moments de « devenir le jouet de la dernière grande famille à tenir une place inquiétante sur l'échiquier politique » et il le met en cause sans ménagement. À l'approche de l'élection de 1904 où Arène est candidat aux sénatoriales, tout en donnant l'impression de regretter que « le maître » aille « pantoufler » au Sénat alors qu'il serait plus utile à la République en continuant à siéger à la Chambre des députés où il a jusqu'alors fait carrière, il n'hésite pas à faire campagne pour son adversaire Félix Decori, grand avocat parisien mais d'origine corse qui se présente sous l'étiquette radical-socialiste. Il se montre une fois de plus peu amène à l'égard de celui à qui il prêtait sa plume quelque temps auparavant dans la presse locale :

[...] le vieux lion a vieilli, il est à l'apogée de sa puissance, roi et prophète dans son pays mais il voit des nuages qui s'amoncellent et il ne faut pas qu'il prenne ses caprices comme des lois⁴¹.

- 55 Déjà, Porri avait condamné le soutien accordé par Arène pour des raisons politiciennes aux candidatures extérieures de Ranc et de Combes « parachutés » en Corse, comme on dira plus tard. S'agissant de Decori en cette année où lui-même adhère à la section ajaccienne de la Ligue des Droits de l'homme, il est séduit par ce républicain sincère qui demande aux Corses de se libérer du joug d'Arène en des termes dont lui-même usait volontiers lorsqu'« au cœur de la mêlée » il combattait les agissements des opportunistes :

Levez-vous, clame alors Decori, comme à la barre du prétoire, pour vous débarrasser de cet homme néfaste et de l'arénisme, véritable plaie qui ronge et dévaste notre pays⁴².

- 56 Même « lâchage » d'Arène lorsque, la même année, aux élections législatives de 1904, dans l'arrondissement de Calvi, il soutient – en vain là encore, comme pour Decori – la candidature du socialiste Paul Quilici⁴³ contre celle de l'ancien sous-préfet de Bastia, Joseph Chaleil, muté à Calvi et soutenu par Emmanuel Arène. Quilici, modeste employé des PTT vient de rentrer de Marseille où il a exercé un temps des responsabilités municipales et milité dans les rangs des syndicalistes d'inspiration guesdiste. Il fait appel à Porri journaliste célèbre et engagé dans la contestation du pouvoir local en

place pour qu'il lui fasse sa campagne dans un journal électoral intitulé *La Bataille* créé pour la circonstance. Dans le premier numéro paru de cette feuille qui se dit « indépendante » (la marque de fabrique préférée de Porri) ce dernier s'en prend au pouvoir en place qu'il juge « bourgeois et trop modéré » et renoue avec ses thèmes favoris de l'anti-opportunisme. Il attaque ceux qui entravent la liberté et qui composent avec l'ennemi intérieur :

Corses, lance-t-il en des termes outranciers comme il sait si bien le faire, nous lutterons contre cette politique néfaste qui dégrade le pays et qui nous met au-dessous des nègres de la Guadeloupe ou des ilotes de Sparte⁴⁴.

57 Il dit vouloir :

[...] faire appel au peuple... au vrai peuple, à tous les républicains sincères à tous les hommes indépendants à tous les patriotes de Corse contre les grandes familles qui se sont aplaties sous le talon de *Rè Manuele*⁴⁵.

58 Très en verve, Porri écrit encore :

Emmanuel est roi mais il n'est pas encore dieu ... il a brisé les idoles mais c'est pour se mettre dans leur niche⁴⁶.

59 Plus violent encore, il renoue avec le style provocateur de son ex-maître Henri Rochefort : « la bourgeoisie asservie et lâche, voilà le fumier où s'épanouit l'arénisme » et, à propos des délégués sénatoriaux qui s'apprêtent à élire Arène, il parle de « chiens couchants et courbés »⁴⁷.

Le rêve d'une « République sociale »

60 C'est bien là l'originalité de ce qu'on peut considérer comme le véritable dernier combat politique qui aura mobilisé l'énergie de Sampiero Porri au cours de la première décennie du xx^e siècle, plus particulièrement autour de 1904-1906. On retrouve alors en Corse, bien que de façon amortie, cette extraordinaire poussée du mouvement social qui accompagne des années de crise dans le monde de l'agriculture, de l'artisanat, du commerce et surtout de l'industrie sur le continent. Le socialisme en tant que doctrine et comme réalité militante explose à la faveur des grèves et des manifestations qui agitent le monde ouvrier. Broussistes, allemanistes, guesdistes, socialistes humanistes façon Jaurès, se mobilisent alors et rivalisent entre eux pour imposer leurs programmes. Mais ils cherchent aussi à réaliser l'unité du mouvement au cours de rencontres internationales et de congrès nationaux où s'affrontent ces diverses tendances. Le parti Socialiste Ouvrier et d'autres groupements s'organisent avec, à leur tête, les grandes figures de leaders tels que Jules Guesde, Vaillant, Lafargue ou encore Jaurès qui se place sur une ligne plus humaniste et moins sectaire. Lors du congrès du gymnase Japy de 1899 est posée, à propos de Millerand, la question du bien-fondé de la participation des socialistes au gouvernement et on examine les formes d'action de la revendication « prolétarienne ».

61 En Corse, parvient l'écho de ces controverses et de ces espérances d'autant qu'un petit nombre d'insulaires établis sur le continent à Paris, à Marseille ou à Toulon, fonctionnaires, employés ou ouvriers, adhèrent à ces idées qui, sans être nouvelles, apparaissent plus porteuses d'avenir qu'autrefois. On enregistre sur l'île au cours de la période (fin xix^e et premières années du xx^e siècle) un nombre non négligeable mais longtemps resté sous-estimé de mouvements sociaux⁴⁸ là où le travail est menacé, où le chômage s'installe, dans les petites unités industrielles (mines d'amianté ou

argentifères, fabriques de bouchons, métiers du bâtiment...). Des grèves surviennent çà et là et des manifestations sont organisées pour réclamer plus de justice, plus d'égalité, du pain et du travail. On peut même parler dans certains secteurs (dans le Sartenais notamment) d'une phase décisive de prise de conscience de classe dans le milieu des *pastori* qui se dressent contre les *Sgiò*. Il est également symbolique que l'éphémère expérience « anarchiste » de la colonie agricole de Coti Chiavari, modèle d'une petite Icarie importé d'Afrique du Nord mais accueilli et soutenu sur place par le médecin anarcho-socialiste Louis Costa, remonte à cette époque⁴⁹. Dans la production de la presse insulaire se font une place des journaux qui prêchent la doctrine socialiste et invitent les prolétaires de l'île à se révolter contre le patronat. Une vague de syndicalisation s'étend sur le pays. Il est vrai que les petits producteurs, oléiculteurs, castanéiculteurs, cédratiers..., les plus touchés par la crise en milieu rural, ainsi que le monde de l'artisanat, tiennent une place plus importante dans la recherche de solutions de type syndical, associatif ou corporatif sans pour autant être séduits par la doctrine socialiste qui fait peur, mais la participation du monde ouvrier à la recherche de voies nouvelles inspirées par le marxisme et la lutte des classes est un phénomène réel et relativement nouveau en Corse, annonciateur de ce qui s'épanouira dans les années 1930 et arrivera à maturité au moment du Front populaire.

- 62 Or, à diverses étapes et manifestations du mouvement, on retrouve Sampiero Porri comme propagandiste du mouvement en tant que journaliste ; un engagement moins surprenant qu'on pourrait le penser car il illustre localement ce qui se retrouve ailleurs, et chez Jaurès en particulier, qui fait figure d'archétype du changement et d'engagement dans cette voie de passage d'un esprit républicain épris de justice et d'égalité vers un humanisme en quête d'une République sociale. Dès 1899 et au lendemain immédiat de son expérience corsiste, on décèle chez Porri les premiers accents socialistes tels qu'on les trouve dans *La Feuille libre*, organe des revendications ouvrières (directeur J. Pozzo di Borgo) où, sous le pseudonyme de *Cyrnos*, il prête sa plume et son style reconnaissable entre mille à « la cause prolétarienne », lançant en particulier un appel de mobilisation de la classe ouvrière d'Ajaccio :

Ouvriers maçons, vous formez à vous seuls la moitié du monde laborieux de la ville ; à vous seuls vous constituez le corps le plus nombreux et le plus compact et pourtant c'est bien vous qui êtes la proie des entrepreneurs, c'est sur vous qu'ils s'acharnent de préférence, c'est votre sang que ces vampires sucent particulièrement⁵⁰.

- 63 Suit une invitation en termes pressants pour que ces « opprimés » s'organisent et se syndicalisent à la manière de ce qui se fait sur le continent suivant le modèle du corps des typographes :

Il faut que vous soyez unis les uns aux autres par une communauté d'intérêts par un lien solide et légal, il faudrait que vous soyez SYNDIQUÉS. Syndiqués vous ne serez plus la proie d'un vain caprice car votre travail sera méticuleusement réglementé. Je n'insiste pas sur les bienfaits accessoires qui en résulteront. Vous avez sous les yeux l'exemple de corporations syndiquées dont la situation est de tout point bien préférable à la vôtre⁵¹.

- 64 Et on peut relever sous la plume de Porri, pour mieux mobiliser les intéressés, ce rappel du legs de la Révolution française émancipatrice associé à l'évocation mobilisatrice de l'histoire insulaire suivant des accents corsistes :

Et c'est vous les Corses ! Vous que chacun regarde comme des êtres particulièrement fiers des prérogatives et des droits de l'homme. Vous les fils de ces forts, de ces vaillants dont l'histoire garde la mémoire ? Allons ! la Révolution

n'aurait-elle pas été faite pour vous ou du moins il faut croire que notre race est singulièrement dégénérée, mais il est encore temps de réagir⁵²... !

- 65 On croirait entendre Leandri, au moment de sa « descente » sur le tribunal de Sartène en 1886 ou encore les tirades autour du thème vengeur de *Corsica fara da se*, référence à la Révolution française en moins. À cette phase socialisante du parcours de Sampiero Porri se rattache l'initiative dont il fait état dans *Le Prolétaire insulaire*, encore en 1905 de la création à Ajaccio d'une université populaire en faisant appel à des conférenciers locaux ou extérieurs, initiative que son promoteur commente en ces termes :

J'estime qu'aucune ville ne possède autant qu'Ajaccio, un public s'intéressant aux choses de l'esprit, à l'attrait à la littérature, et quant aux questions d'économie politique, d'hygiène, d'organisation sociale, elles intéressent tout le monde et surtout cette classe prolétarienne dont nous avons embrassé la cause. C'est avec confiance que nous nous attachions à cette création de l'Université populaire que nous considérons comme une œuvre d'émancipation sociale⁵³.

- 66 Dans ce combat pour l'instauration d'une République sociale auquel prend part Sampiero Porri, celui-ci se remémore ses débuts politiques des premières années 1880 dans le Sartenais où déjà il prenait parti contre les *Sgio*, pour la classe opprimée des *pastori* aux côtés de son ami Joseph Balesi et dans les pas d'Alexandre Bartoli, neveu du préfet de police Pietri qui lui avait mis le pied à l'étrier sous le Second Empire bien avant qu'il ne devienne le premier député républicain élu en 1876. Alors, nous l'avons vu, Louis Blanc figurait parmi les modèles des vieux républicains auxquels se référait Sampiero Porri. Dans le journal *Le Socialiste*, organe du Parti Socialiste Français en Corse en 1904, celui-ci peut écrire : « le socialisme n'est plus une utopie... », non sans faire ici encore le lien mythique avec le glorieux passé « du peuple corse qui se donnait déjà une constitution républicaine lorsque toute l'Europe était dans le chaos ». C'est le moment de se demander quelle a pu être l'influence de Jules Guesde sur la pensée de Porri. J.-D. Pinelli⁵⁴, obscur écrivain-poète contestataire, dont il fut « le maître » et qui lui rendit hommage au moment de sa mort évoque « ce romantique qui avait débuté à 20 ans au *Travailleur* de Jules Guesde à Montpellier et qui avait été rédacteur en chef de *Vacquerie*... », mais Guesde en fuite en 1872 n'était plus à Montpellier lorsque, vers 1877-1878, Porri vint y faire ses études de droit ? N'est-il pas plus probable que Porri, marqué peut-être par les traces du passage de Guesde à Montpellier, l'ait « découvert » ou « redécouvert » à travers son œuvre et son action militante au moment de l'avènement du socialisme, à la charnière des deux siècles, sous une forme que nous ne saurions préciser.

- 67 Dans *Le travailleur*, périodique insulaire de 1904 et « organe officiel des syndicats corses », Porri sous le pseudonyme de « l'Assommeur » se pose en mentor de la classe ouvrière veillant à son salut :

lorsque la solidarité ouvrière régnera dans toutes les corporations, écrit-il, lorsque tous les syndiqués se rendront compte qu'ils ont tout intérêt à accroître le nombre de leurs amis, nous pourrons alors regarder notre œuvre comme terminée⁵⁵.

- 68 Sur le même registre, en décembre 1905, Sampiero Porri rédacteur en chef du journal *Le Prolétaire insulaire* écrit avec conviction dans son éditorial de lancement de la feuille :

notre journal dont le plus cher désir est de regrouper en un formidable faisceau toutes les bonnes volontés, de réunir tous les hommes désireux de donner aux ouvriers une ère nouvelle de bonheur et de prospérité sera heureux le jour où il verra les prolétaires corses s'unir à l'ombre du même drapeau et lutter pour l'établissement du gouvernement idéal : la République sociale⁵⁶.

Pragmatisme et sociabilité

- 69 Cet engagement socialiste de Porri n'eut pourtant qu'un temps et il ne s'y est pas donné pleinement. Au cours de cette première décennie du siècle, il n'a pas renoncé à son pragmatisme et a continué à se montrer sensible aux maux matériels et moraux de la Corse en général, au-delà du sort des « prolétaires », plus globalement préoccupé par « cette terre qui meurt, cette « île oubliée », comme au temps où il militait avec Jean-Baptiste Marcaggi et s'exprimait dans le journal *La République* avant de participer au premier grand meeting corse d'Ajaccio en juillet 1897. Dans les journaux que nous avons cités, engagé dans le combat socialiste, Porri fait régulièrement une place aux perspectives qui concernent le redressement économique de l'île, faisant alterner la dénonciation de l'incurie de l'État et l'appel à l'aide des pouvoirs publics avant et après le rapport dit Clemenceau de 1908. Ajaccien, il a consacré de son temps à la question du développement touristique de la ville et défendu le projet d'aménagement de la route des Sanguinaires. C'est l'objet d'une longue intervention dans le numéro 2 du *Prolétaire insulaire* déjà cité où il salue les efforts du préfet Cassagneau et de « notre député » Forcioli qui est intervenu auprès du ministre de l'Intérieur et qui a obtenu pour cet aménagement une subvention de 20 000 francs. Respectueusement, il salue également la bonne volonté du ministre des Travaux publics. À cette occasion il renoue partiellement avec le corsisme et soutient la démarche de Sylvestre Frassetto, fondateur du Syndicat d'initiative d'Ajaccio et fédérateur d'autres syndicats chargés de se consacrer au renouveau économique de l'île, notamment par les encouragements à donner au développement du tourisme. Porri remercie le Touring Club pour ses initiatives dans ce domaine ainsi que l'engagement des « amis de la Corse » Henri Boland et le professeur Valran. De même, il est un fervent soutien de l'implantation à Ajaccio d'une École d'agriculture qui voit le jour en 1907 et qui cristallise sur elle beaucoup d'espairs.
- 70 Le triomphe d'Emmanuel Arène au Sénat et l'élection de Chaleil à Calvi amènent Porri à faire montre de plus de mesure et à apprécier des succès accomplis sous les couleurs républicaines... Toujours le même tiraillement inhérent au personnage !

Sampiero Porri et sa famille⁵⁷

Coll. famille Porri

- 71 Ce personnage contestataire, cet « enfant terrible » ne fait pas figure de marginal dans la bourgeoisie locale où il s'est intégré au-delà du milieu de la magistrature et du barreau auquel il appartient. Il fait partie dès la première décennie du ^{xx}e siècle du Gotha ajaccien et il y entretient des liens de parenté et de sociabilité au sein de l'élite locale. Il fréquente des « hommes nouveaux » comme Sylvestre Frassetto déjà évoqué, des bonapartistes notoires et des ralliés comme Jean-Baptiste Marcaggi aussi bien que des républicains, y compris ceux qui font partie du premier cercle des fidèles d'Emmanuel Arène. Parmi ces derniers, les Bonfante ou encore les Campi issus d'une vieille famille ajaccienne qui avait de solides attaches dans l'arrière-pays et qui figurent régulièrement sur la liste d'opposition à la municipalité bonapartiste de la cité impériale. Il entretient de bons rapports avec Louis Campi, beau-frère d'Emmanuel Arène, lettré férù d'histoire locale et publiciste qui brillait en société. Collectionneur et érudit, il est héritier d'une tradition familiale républicaine qui, comme pour les Porri et les Costa de Bastelica, remonte aux années de la Révolution et de l'Empire. Sur un autre registre, Porri est lié aux frères Jean et Laurent Lanzi, petits parents, qui représentent, comme les Lota, les Gregory et les Fantauzzi à Bastia, avec un décalage dans le temps, la bourgeoisie d'affaires locale. Les Lanzi se livrent à cette époque à Ajaccio à une activité commerciale florissante : propriétaires des Grands Magasins, ils sont également correspondants locaux de la Compagnie Générale Atlantique chargée de l'escale d'Ajaccio et exploitent des lignes à vapeur intérieures qui assurent le transbordement maritime entre Ajaccio et Coti-Chiavari et qui desservent depuis Ajaccio, les ports de Propriano, Bonifacio, Sagone et Porto. Cette famille incarne à Ajaccio le pouvoir de l'argent et la modernité et elle s'implique dans les campagnes électorales des républicains. Sans apparaître au premier plan, ni accéder à des mandats politiques

importants, les frères Lanzi jouent un rôle « second », et se partagent les fonctions de président de la chambre de commerce d'Ajaccio, de censeur de la Banque de France, de président du tribunal de commerce et de conseillers municipaux, activités loin d'être négligeables puisqu'elles permettent de jouer un rôle majeur dans le développement économique avec des incidences sur les pratiques du politique. Influent mais en dehors des acteurs à proprement parler de la vie politique, position analogue de ce point de vue à celle du journaliste Porri qui a retenu notre attention, leur cas vaudrait d'être mieux étudié pour mieux connaître l'*underground* des « enjeux de surface ».

Conclusion

72 En 1913, Porri tente de relancer *Le Pileri* et endosse à nouveau l'habit de moraliste et de redresseur de torts, mais sans recueillir le même succès qu'autrefois. Puis on le retrouve à *L'Union républicaine*, nouvelle version, où il fait campagne contre Célestin Caitucoli, candidat malheureux radical-socialiste pour lequel il avait pourtant pris partie en 1909. À cette occasion il fait une fois de plus amende honorable et avoue s'être trompé sur le personnage, comme il s'était trompé pour les intransigeants qu'il avait contribué à faire élire en 1886 et comme il s'était également trompé en participant à la conclusion du pacte de Vichy entre les grandes familles en 1892. À première vue, on peut être déconcerté par ce qui fait figure de volte-face mais en réalité, en faisant la part des reniements et des démentis imputables à un tempérament violent et passionné, Sampiero Porri n'a pas véritablement dévié du socle de son idéologie éminemment républicaine. Héritier par sa famille paternelle d'un profond attachement à la Révolution et à l'Empire, émule des vieilles barbes de 1848 et des opposants républicains au Second Empire dont il se réclamait régulièrement, son expérience sartenaise au début des années 1880 l'a conforté dans cette voie en lui inspirant la défiance à l'égard des grandes familles qu'il qualifiait volontiers de « réactionnaires », mettant en doute régulièrement la sincérité de leur ralliement à la République bien qu'il ait œuvré à plusieurs reprises, mais avec bien des déboires, à leur intégration dans le nouveau régime en bon artisan de la républicanisation de la Corse. Tenté par l'expérience corsiste, il en est revenu précisément pour rester fidèle à ses aspirations républicaines incompatibles avec un processus de dépolitisation et de repliement sur soi-même. Attiré également un temps par l'aventure socialiste, il s'en est détourné aussi, sans doute parce qu'il la jugea utopique ou trop doctrinaire. Sincèrement ouvert pourtant au mouvement ouvrier et sensible aux difficultés des petites gens, il adhéra à l'idée d'une République sociale et c'est sur ce concept humaniste qu'il finira par se caler à l'aube du *xx^e* siècle : le républicain indépendant comme il a longtemps aimé se désigner pour se démarquer des courants dominants où il ne se retrouvait pas, rejoignit le positionnement de son ami Joseph Balesi en attendant de devenir l'intime compagnon de route d'Adolphe Landry radical-socialiste qui allait s'imposer dans l'entre-deux-guerres comme le leader de la gauche insulaire. Sampiero Porri qui l'a bien connu et qui l'a estimé lui légua en quelque sorte « son » canton de Bastelica comme un fief électoral bien amarré à gauche.

73 Suivre le parcours apparemment atypique de Sampiero Porri, personnage influent et attachant, c'est retracer, à la lisière de la vie politique et de l'opinion publique, une page de la lente et chaotique républicanisation de la Corse entre 1870 et 1914. La place de Porri est mineure au cours de la Grande Guerre qui lui a néanmoins permis

d'afficher cet autre trait du « capital républicain » : l'indéfectible attachement à la patrie. Au lendemain de la guerre, notre homme s'éclipse peu à peu de la scène publique ; il décède en 1926 alors que monte au firmament insulaire l'étoile d'Adolphe Landry avec lequel il avait tant d'affinités !

NOTES

1. Francis Pomponi et Jean-Jacques Usciati, *De Bastelica à Bastelicaccia. L'homme et l'espace en Corse-du-Sud*, Ajaccio, A. Piazzola, 2006.
2. Il s'agit d'un projet financé par l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) sur le thème : *Identités et cultures en Méditerranée. Les élites politiques de la Révolution française à la V^e République* (ICEM).
3. Pour reprendre un terme appliqué par les modernistes aux membres de la *gentry* par rapport à la noblesse d'Ancien Régime.
4. Son héritage bonifacien du côté de sa mère a été moins prégnant.
5. Sur ce sujet, voir Frédéric Masson, *Napoléon et sa famille (1769-1802)*, t. 1, Paris, P. Ollendorff, 1897.
6. La famille Porri était aussi liée aux Bonelli de Bocognano également proches des Bonaparte (le grand-oncle de Sampiero, Dominique Porri, était lieutenant dans la compagnie Bonelli des volontaires nationaux sous la Révolution).
7. Francis Pomponi, « La Corse sous le second Empire, état et perspectives des recherches », *Bulletin de la Société des Sciences Historiques et Naturelle de la Corse*, 2010.
8. Jean-Paul Pellegrinetti, *La Corse et la République. La vie politique de 1870 à 1914*, thèse de doctorat en histoire contemporaine, Université de Nice, 2000, 3 vol.
9. Voir la note 8.
10. Francis Pomponi (dir.), *Le Mémorial des Corses*, Ajaccio, Le Mémorial des Corses, 1980, t. IV, p. 360-363.
11. Journal fondé en 1882 tandis que *La Revanche*, feuille « électorale » paraît en 1886. On y retrouve des vieilles barbes aux convictions quelque peu émoussées comme G.-P. Borghetti et P. Savelli que Porri respecte mais déjà il se montre plus réservé à l'égard de Léonard Limperani déclarant que « les vrais républicains » (c'est son expression) ne lui font pas confiance. Ce petit-neveu par alliance des Sebastiani est selon lui resté orléaniste et il doit son poste de procureur général de la République à l'influence des Gavini qui en ont fait un simple « député d'affichage républicain » en 1871.
12. *La Solidarité. Journal des républicains de la Corse*, 8 mai 1886.
13. *Ibid.*
14. Qui va être bientôt stigmatisé par Paul Bourde, *En Corse. L'esprit de clan, les mœurs politiques, les vendettas le banditisme*, Paris, C. Lévy, 1887.
15. *La Solidarité. Journal des Républicains de la Corse*, avril 1886.
16. De Susini s'exprime alors dans *La Corse républicaine* et il peut se prévaloir du soutien national du fameux Barodet.
17. *La Solidarité. Journal des républicains de la Corse*, 27 mai 1886.
18. *Le Pilori de la Corse. Journal républicain indépendant*, 6 juin 1886.
19. *Ibid.*, 22 juillet 1887.

20. Complément satirique annuel du journal *Le Pilori*, fondé par Sampiero Porri, un seul exemplaire de l'almanach a été publié sous sa direction pour l'année 1887.
21. *Ibid.*, 25 juin 1886.
22. *La Revanche. Journal républicain quotidien du soir*, 19 juin 1886.
23. Francis Pomponi (dir.), *Le Mémorial des Corses*, op. cit. p. 363-369.
24. *Le Pilori de la Corse. Journal républicain indépendant*, 10 juin 1886.
25. Francis Pomponi, « Pouvoir et abus de pouvoir des maires en Corse au XIX^e siècle », *Études rurales*, n° 63-64, 1976, p. 153-170.
26. La tradition orale locale a transmis son lot habituel des services rendus et inversement des traits de fidélité entre patrons et clients. Le cas de Sampiero Porri est tout à fait symptomatique de la consécration de ces gens du barreau qui bâtirent leur influence en assurant la défense de leurs clients.
27. Bibliothèque nationale de France LB56-242, H.A. Bartoli, *Requête adressée à l'Empereur Napoléon III par le Dr. Alexandre Bartoli, réclamant comme petit-fils de Costa de Bastelica, le legs de 100 000 francs, fait à ce dernier par Napoléon*, Paris, 1855.
28. Fonds privé.
29. *Le Travail*, 6 novembre 1892.
30. *Ibid.*
31. *Ibid.*
32. *Ibid.*
33. Francis Pomponi, « Crise de structure économique et crise de conscience en Corse (fin XIX^e - début XX^e) », *Cahiers de la Méditerranée*, hors série n° 2, 1977.
34. *Le Travail*, 28 février 1892.
35. *Ibid.*
36. *Le Pilori de la Corse. Journal républicain indépendant*, 21 octobre 1887.
37. *Ibid.*, 28 septembre 1887.
38. Voir Francis Pomponi, « La Corse en temps de crise (fin XIX^e-début XX^e) : aux origines du corsisme », dans L. Américi, X. Daumalin, O. Raveux et al. (éd.), *La mosaïque des racines : pouvoirs, cultures et sociétés en France et en Méditerranée ; XVI^e-XXI^e siècle ; mélanges en l'honneur du professeur Gérard Chastagnaret*, Aix-en-Provence, Presses universitaires de Provence, 2014.
39. Cela se retrouve à propos de Pugliesi-Conti, député d'Ajaccio, le dernier en date des grands élus bonapartistes à s'être rallié à la République ; Porri le juge sincère mais dit de lui : « il a fait un pas vers la République mais il s'est arrêté au bord du fossé ».
40. Xavier Versini, *Emmanuel Arène. Roi de Corse sous la III^e République*, Ajaccio, La Marge, 1983.
41. *La Bataille. Journal quotidien indépendant*, 13 septembre 1904.
42. *Ibid.*
43. Voir la notice, bien qu'il n'y soit pas fait état de cette expérience électorale en Corse, qui lui a été consacrée par Antoine Olivesi dans le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier* sous la dir. de Jean Maitron, Paris, Éditions ouvrières, 1981.
44. *La Bataille. Journal quotidien indépendant*, 10 mai 1903.
45. *Ibid.*, 10 mai 1904.
46. *Ibid.*
47. *Ibid.*
48. Marie-Pierre Valli, *Une société en crise : la société corse à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle vue par un journal, A Tramuntana 1896-1914*, Mémoire de maîtrise, Université de Provence, 1991.
49. Jean Maitron, *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, op. cit.
50. *La Feuille libre. Organe des revendications ouvrières*, 7 mai 1899.
51. *Ibid.*
52. *Ibid.*

53. *Le prolétaire insulaire. Journal républicain radical-socialiste*, 31 décembre 1905.
 54. Jean-Dominique Pinelli, *Corsica de Pietrasanta : roman de mœurs contemporaines*, préface de Sampiero Porri, Paris, E. Figuière, 1913.
 55. *Le travailleur. Organe officiel des syndicats corses*, 30 octobre 1904.
 56. *Le prolétaire insulaire. Journal républicain radical-socialiste*, 31 décembre 1905.
 57. Jean-Baptiste Nicolai et Jean-Claude Fieschi, *Laurent Cardinali 1853-1935, le photographe de la Corse*, Ajaccio, Cynros et Méditerranée, 1983, p. 38.
-

RÉSUMÉS

Sampiero Porri, journaliste corse des premières décennies de la III^e République, occupe une place particulière et atypique dans la vie publique de son temps, celui des bonapartistes, des radicaux et des opportunistes. Il fait figure d'un Henri Rochefort insulaire dont il s'est dit l'élève... avant le boulangisme qui marqua un point de rupture chez ce personnage, républicain avant tout, marqué par la phobie des « réactionnaires », comme il disait déjà en évoquant « les grandes familles » du Second Empire progressivement ralliées à la République. L'homme, avocat par ailleurs, fut un bretteur redoutable aux formules à l'emporte pièces, à la limite du franchissement de la ligne jaune lorsqu'il s'en prenait dans *Le Piloni* à ses adversaires. violemment engagé contre les leaders opportunistes dont Pierre-Paul Casabianca, mentor d'Emmanuel Arène, il n'a point ménagé ses anciens compagnons de route, ces radicaux auxquels il reprochait le reniement du programme de Belleville. Républicain « indépendant », il n'en cherche pas moins sa voie, au-delà des années 1890, dans cette mouvance, sympathisant un temps avec un socialisme utopique puis avec un corsisme à connotation bonapartiste. Autant dire que l'homme surprend et se révèle parfois insaisissable, n'était-ce ce fil conducteur d'un attachement viscéral à la République. Sans jamais vraiment occuper une place de premier plan, il est partout et incontournable comme observateur d'une vie politique passée au crible d'un redoutable esprit critique et polémique qui secoue quelques vérités pré-établies.

Sampiero Porri is a Corsican journalist from the early Third Republic. He commands a place of special significance in French public life, at a time when Bonapartists, radicals and opportunists thrived on the political scene. Porri is often portrayed as an insular Henri Rochefort, under whom he claimed to have studied before turning to Boulangisme – a breaking point for this character who was an fervent Republican, obsessed by a deep aversion for “reactionaries”, as he called the prominent families of the Second Empire who had gradually rallied the Republic. A lawyer and a fearsome combatant, he was known for his incendiary statements, sometimes off-limits when he wrote against his enemies in *Le Piloni*. In particular, he was a vocal opponent of opportunist leaders such as Pierre-Paul Casabianca, who was Emmanuel Arène's mentor. Porri didn't spare his former companions who had become radicals, and whom he blamed for having betrayed Léon Gambetta's Belleville Program. Although he was known for his independence from the Republican movement, he eventually inched his way back into this current after 1890, supporting in turns utopian socialism and a Bonapartist form of “Corsism”. It is fair to say that Porri can be an unpredictable, sometimes elusive character, except for his unfailing commitment to the Republic. Although he never featured in a leading role in France's political life, Porri's omnipresence makes him a key observer of his times, bringing the unique critical and polemical perspective of a maverick that shook up some established truths.

INDEX

Mots-clés : Second Empire, République, bonapartisme, radicalisme, Corse, corsisme

Keywords : Second Empire, Republic, bonapartism, radicalism, Corsica, corsisme

AUTEURS

FRANCIS POMPONI

Francis Pomponi est professeur honoraire des universités en histoire moderne. Il est l'auteur de nombreux articles et ouvrages sur la Corse dont notamment, *Histoire de la Corse*, Hachette, 1979, *Le Mémorial des Corses*, Marseille, Les éditions du Prado, 1990 ou encore l'affaire Viterbi 1789-1821, Ed. Colonna, Ajaccio, 2010.

JEAN-JACQUES USCIATI

Jean-Jacques Usciati est chercheur en Histoire. Il est également membre de l'Association des Chercheurs en Sciences humaines du domaine corse qui publie la revue *Études corses* et co-auteur avec Francis Pomponi de l'ouvrage *De Bastelica à Bastelicaccia. L'homme et l'espace en Corse du Sud*, Ed. Alain Piazzola, 2005. Il est également l'auteur de divers travaux et de publications sur l'histoire et le patrimoine de la Corse.